

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

KBC BANK SA

Société de droit belge au capital de 9 732 238 065,25 €

Siège social : Avenue du Port 2 B – 1080. Bruxelles

Numéro d'Entreprise : 0462 920 226

RCS Bruxelles 623.074

Version abrégée des comptes annuels consolidés 2024 KBC Bank S.A.

La version complète est disponible en anglais et en néerlandais.

Abréviations utilisées

- AC (amortized cost) : évalués au coût amorti
- FVO (fair value option) : actif financier désigné lors de la comptabilisation initiale comme évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat
- FVOCI (fair value through other comprehensive income) : évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
- FVPL (fair value through profit or loss) : évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat
- HFT (held for trading) : détenus à des fins de transaction
- MFVPL (mandatorily at fair value through profit or loss) : obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat
- OCI (other comprehensive income) : autres résultats réalisés et non réalisés
- POCI (purchased or originated credit impaired assets) : actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur création

I. – Compte de résultats consolidé

(En millions d'euros.)	2024	2023
Revenus nets d'intérêts	5 142	5 044
Revenus d'intérêts	19 583	19 996
Charges d'intérêts	-14 441	-14 952
Revenus de dividendes	21	18
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats	80	219
Revenus nets de commissions	2 608	2 387
Revenus de commissions	3 405	3 137
Charges de commissions	- 798	- 750
Autres revenus nets	89	578
Total des produits	7 940	8 246
Charges d'exploitation	-4 544	-4 624
Total des charges d'exploitation, hors taxes bancaires	-3 951	-3 966
Total des taxes bancaires	- 592	- 657
Réductions de valeur	- 241	- 180
Sur actifs financiers au coût amorti et à la FVOCI	- 202	18
Sur goodwill	0	- 109
Sur autres	- 39	- 88
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises	80	- 4
Résultat avant impôts	3 236	3 439
Impôts	- 367	- 608
Résultat net après impôts des activités abandonnées	0	0
Résultat après impôts	2 869	2 831
Attribuable à des participations minoritaires	- 1	- 1
Attribuable aux actionnaires de la société mère	2 869	2 832

II. – Résultats consolidés réalisés et non réalisés (comprehensive income)

(En millions d'euros.)	2024	2023
Résultat après impôts	2 869	2 831
Attribuable à des participations minoritaires	- 1	- 1
Attribuable aux actionnaires de la société mère	2 869	2 832
OCI à traiter dans le compte de résultats	- 142	409
Variation nette de la réserve de réévaluation titres de créance FVOCI	- 40	106
Ajustements de la juste valeur avant impôts	- 58	130
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	20	- 26
Transfert de la réserve au résultat net	- 2	2
Réductions de valeur	0	0
Profits/pertes nets sur cessions	- 1	2
Impôts différés	- 1	0
Variation nette de la réserve de couverture (flux de trésorerie)	71	356
Ajustements de la juste valeur avant impôts	- 9	385
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	10	- 74
Transfert de la réserve au résultat net	70	45
Montant brut	101	61
Impôts différés	- 30	- 15
Variation nette des écarts de conversion	- 215	- 103
Montant brut	- 215	- 103
Impôts différés	0	0
Couverture d'un investissement net dans des entités étrangères	42	52
Ajustements de la juste valeur avant impôts	48	84
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	- 12	- 23
Transfert de la réserve au résultat net	6	- 10
Montant brut	8	- 13
Impôts différés	- 2	3
Variation nette liée aux entreprises associées et coentreprises	0	0
Montant brut	0	0
Impôts différés	0	0
Autres mouvements	1	- 2
OCI à ne pas traiter dans le compte de résultats	49	- 22
Variation nette de la réserve de réévaluation instruments de capitaux propres FVOCI	10	3
Ajustements de la juste valeur avant impôts	12	5
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	- 2	- 2
Variation nette des régimes à prestations définies	39	- 26
Variations	51	- 34
Impôts différés sur les variations	- 11	9
Variation nette du risque de crédit propre	0	0
Ajustements de la juste valeur avant impôts	0	0
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	0	0
Variation nette liée aux entreprises associées et coentreprises	0	0
Variations	0	0
Impôts différés sur les variations	0	0
Total des résultats réalisés et non réalisés	2 776	3 219
Attribuable à des participations minoritaires	- 1	- 1
Attribuable aux actionnaires de la société mère	2 777	3 219

— Réserves de réévaluation en 2024 :

- La variation nette de la réserve de réévaluation titres de créance FVOCI (-40 millions d'euros) s'explique principalement par la hausse des taux d'intérêt des obligations souveraines dans la plupart des pays, en partie compensée par l'effet de détente (unwinding effect) de la réserve de réévaluation en cours négative.
- La variation nette de la réserve de couverture – couverture des flux de trésorerie (+71 millions d'euros) s'explique principalement par l'effet de détente de la réserve de couverture en cours négative.

- La variation nette des écarts de conversion (-215 millions d'euros) est principalement causée par la dépréciation de la couronne tchèque et du forint hongrois face à l'euro. Ceci est en partie compensé par la couverture des investissements nets dans les entités étrangères (+42 millions d'euros). La politique de couverture des participations en devises étrangères vise à stabiliser le ratio de capital du groupe (et non les fonds propres).
- La variation nette des régimes à prestations définies (+39 millions d'euros) s'explique principalement par l'impact de la baisse de l'inflation et le rendement positif des investissements dans des fonds, partiellement compensés par la légère baisse du taux d'escompte appliqué sur le passif.
- Réserves de réévaluation en 2023 :
 - La variation nette de la réserve de réévaluation titres de créance FVOCI (+106 millions d'euros) s'explique principalement par la baisse des taux d'intérêt et par l'effet de détente (unwinding effect) de la réserve de réévaluation en cours négative.
 - La variation nette de la réserve de couverture – couverture des flux de trésorerie (+356 millions d'euros) s'explique principalement par l'effet de détente de la réserve de couverture en cours négative et par la MtM positive sur les swaps receveurs du fait de la baisse des taux d'intérêt.
 - La variation nette des écarts de conversion (-103 millions d'euros) est principalement causée par la dépréciation de la couronne tchèque face à l'euro, partiellement compensée par l'appréciation du forint hongrois face à l'euro. Ceci est en partie compensé par la couverture des investissements nets dans les entités étrangères (+52 millions d'euros). La politique de couverture des participations en devises étrangères vise à stabiliser le ratio de capital du groupe (et non les fonds propres).
 - La variation nette des régimes à prestations définies (-26 millions d'euros) s'explique par l'impact de la baisse du taux d'escompte appliqué sur le passif, partiellement compensée par la baisse des prévisions d'inflation et le rendement positif des investissements dans des fonds.

III. – Bilan consolidé

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs		
Trésorerie, soldes avec les banques centrales et autres dépôts à vue auprès d'établissements de crédit	46 802	34 512
Actifs financiers	282 908	273 067
Au coût amorti	260 350	258 099
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	10 805	5 479
Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	11 488	9 202
Dont détenus à des fins de transaction	10 523	8 343
Dérivés de couverture	264	287
Gain/perte sur les positions en portefeuilles couvertes contre le risque de taux d'intérêt	-1 930	-2 402
Actifs d'impôts	938	812
Actifs d'impôts exigibles	34	134
Actifs d'impôts différés	904	678
Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés	1	4
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	117	31
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	3 599	3 322
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	1 933	1 886
Autres actifs	1 261	1 101
Total de l'actif	335 629	312 334
Passif et capitaux propres		
Passifs financiers	313 528	290 885
Au coût amorti	306 448	282 036
Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	6 768	8 451
Dont détenus à des fins de transaction	5 733	7 092
Dérivés de couverture	312	398
Gain/perte sur les positions en portefeuilles couvertes contre le risque de taux d'intérêt	- 386	- 505
Passifs d'impôts	168	151
Passifs d'impôts exigibles	102	86
Passifs d'impôts différés	67	66
Passifs liés à des groupes d'actifs destinés à être cédés	0	0
Provisions pour risques et charges	139	180

Autres passifs	1 757	1 678
Total du passif	315 206	292 389
Total des capitaux propres	20 423	19 945
Capitaux propres des actionnaires	18 559	17 695
Instruments AT1 au sein des capitaux propres	1 864	2 250
Intérêts des tiers	0	0
Total du passif et des capitaux propres	335 629	312 334

IV. – État consolidé des variations des capitaux propres

(En millions d'euros.)	Capital social souscrit et libéré	Prime d'émission	Instruments de capitaux propres	Résultat reporté	Total réserves de réévaluation	Instruments de capitaux propres des actionnaires	Instruments AT1 au sein des capitaux propres	Participations minoritaires	Total des capitaux propres
2024									
Solde au début de la période	9 732	2 066	0	6 391	- 495	17 695	2 250	0	19 945
Ajustement relatif à l'exercice précédent/aux exercices précédents				- 41	0	- 41			- 41
Solde ajusté au début de la période	9 732	2 066	0	6 350	- 495	17 654	2 250	0	19 904
Résultat net pour la période	0	0	0	2 869	0	2 869	0	- 1	2 869
OCI reconnus dans les capitaux propres pour la période	0	0	0	1	- 94	- 93	0	0	- 93
Sous-total	0	0	0	2 871	- 94	2 777	0	- 1	2 776
Dividendes	0	0	0	- 1 782	0	- 1 782	0	0	- 1 782
Coupon sur instruments AT1	0	0	0	- 88	0	- 88	0	0	- 88
Émission/rachat d'instruments AT1 au sein des capitaux propres	0	0	0	- 2	0	- 2	- 386	0	- 388
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert de la réserve au résultat non distribué en cas de réalisation	0	0	0	8	- 8	0	0	0	0
Modifications du scope	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Variations des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des variations	0	0	0	1 007	- 102	905	- 386	0	519
Solde au terme de l'exercice	9 732	2 066	0	7 357	- 596	18 559	1 864	0	20 423
2023									
Solde au début de la période	9 732	2 066	0	5 401	- 887	16 313	1 500	0	17 813
Résultat net pour la période	0	0	0	2 832	0	2 832	0	- 1	2 831
OCI reconnus dans les capitaux propres pour la période	0	0	0	- 2	389	387	0	0	387
Sous-total	0	0	0	2 830	389	3 219	0	- 1	3 219
Dividendes	0	0	0	- 1 782	0	- 1 782	0	0	- 1 782
Coupon sur instruments AT1	0	0	0	- 52	0	- 52	0	0	- 52
Émission/rachat d'instruments AT1 au sein des capitaux propres	0	0	0	- 3	0	- 3	750	0	747
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert de la réserve au résultat reporté en cas de réalisation	0	0	0	- 3	3	0	0	0	0
Modifications du scope	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Variations des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des variations	0	0	0	991	392	1 383	750	0	2 133
Solde au terme de l'exercice	9 732	2 066	0	6 391	- 495	17 695	2 250	0	19 945

- Détail des variations des réserves de réévaluation : voir Résultats consolidés réalisés et non réalisés.
- Ajustement relatif aux années précédentes : concerne un ajustement du calcul de l'impôt en République tchèque. Compte tenu de l'impact relativement limité, nous n'avons pas ajusté rétrospectivement le bilan et le compte de résultat.

- Le poste Dividendes en 2023 (1 782 millions d'euros) comprend le dividende final pour l'exercice 2022 de 1 194 millions d'euros, payé en mai 2023, et un dividende intérimaire de 587 millions d'euros, payé en août 2023. Le poste Dividendes en 2024 (1 782 millions d'euros) comprend le dividende final pour l'exercice 2023 de 806 millions d'euros, payé en mai 2024, et un dividende intérimaire de 975 millions d'euros, payé en août 2024.
- Nous proposerons, lors de l'Assemblée générale du 24 avril 2025, un dividende total de 1 473 millions d'euros pour ce qui concerne 2024, composé du dividende intérimaire de 975 millions d'euros versé en août 2024 et d'un dividende final de 498 millions d'euros, payable en mai 2025.

Composition de la colonne Total des réserves de réévaluation issue du tableau précédent (En millions d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022
Total	- 596	- 495	- 887
Réserve de réévaluation titres de créances FVOCI	- 81	- 40	- 147
Réserve de réévaluation instruments de capitaux propres FVOCI	16	14	8
Réserve de couverture (flux de trésorerie)	- 509	- 580	- 936
Écarts de conversion	- 455	- 240	- 137
Couverture d'un investissement net dans une entité étrangère	168	126	75
Variation des régimes à prestations définies	264	224	250
Risque de crédit propre via capitaux propres	0	0	0

V. – Flux de trésorerie consolidés

(En millions d'euros.)	2024	2023
Activités opérationnelles		
Résultat avant impôts	3 236	3 439
Ajustements pour les éléments hors caisse dans le compte de résultats	895	- 142
Résultat avant impôts lié aux activités abandonnées	0	0
Réductions de valeur et amortissements sur immobilisations (in)corporelles, immeubles de placement et titres	320	480
Profit/perte réalisé sur la cession d'investissements	- 23	- 449
Variation des réductions de valeur sur prêts et avances	202	- 18
Variation des autres provisions	- 2	- 145
Autre bénéfice ou perte non réalisé	478	- 13
Résultat provenant des entreprises associées et coentreprises	- 80	4
Flux de trésorerie liés au bénéfice d'exploitation avant impôts et variations des actifs et passifs d'exploitation	4 131	3 297
Variations des actifs d'exploitation (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	-17 379	-6 149
Actifs financiers au coût amorti, sans titres de créance	-9 474	-4 633
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-5 412	-1 772
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	-2 358	- 59
Dont actifs financiers détenus à des fins de transaction	-2 194	103
Dérivés de couverture	22	239
Actifs d'exploitation liés à des groupes d'actifs destinés à être cédés et autres actifs	- 157	76
Variations des passifs d'exploitation (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	23 473	-18 831
Passifs financiers au coût amorti	24 780	-16 965
Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	-1 361	- 1 914
Dont passifs financiers détenus à des fins de transaction	-1 341	-2 038
Dérivés de couverture	- 94	214
Passifs d'exploitation liés à des groupes d'actifs destinés à être cédés et autres passifs	149	- 166
Impôts sur le résultat payés	- 584	- 429
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités opérationnelles	9 642	-22 112
Activités d'investissement		
Achat de titres de créance évalués au coût amorti	-5 213	-9 708
Produits du remboursement de titres de créance évalués au coût amorti	6 378	6 665
Acquisition d'une filiale ou d'une unité commerciale, nette de la trésorerie acquise (y compris une augmentation de participation)		- 42
Produits de la cession d'une filiale ou d'une unité commerciale, nets de la trésorerie cédée (y compris une diminution de participation)	0	6 480
Achat d'actions dans des entreprises associées et coentreprises	- 6	- 1
Produits de la cession d'actions dans des entreprises associées et coentreprises	0	23
Dividendes perçus d'entreprises associées et coentreprises	0	0
Acquisition d'immeubles de placement	- 134	- 3
Produits de la vente d'immeubles de placement	14	76
Acquisition d'immobilisations incorporelles (hors goodwill)	- 234	- 222
Produits de la vente d'immobilisations incorporelles (hors goodwill)	5	1
Acquisition d'immobilisations corporelles	- 945	- 949
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	335	285
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités d'investissement	199	2 606
Activités de financement		

Achat ou vente d'actions propres	0	0
Émission ou remboursement de billets à ordre et autres titres de créance	1 482	2 374
Produits ou remboursement de dettes subordonnées	-1 007	5 052
Produits de l'émission de capital social	0	0
Émission d'instruments AT1	- 388	747
Dividendes versés	-1 782	-1 782
Coupon sur instruments AT1	- 88	- 52
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités de financement	-1 783	6 339
Mutation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
Augmentation ou diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 058	-13 167
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	53 942	67 439
Effets des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	- 626	- 330
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	61 374	53 942
Informations complémentaires		
Intérêts versés (1)	-14 441	-14 952
Intérêts perçus (1)	19 583	19 996
Dividendes perçus (y compris entreprises mises en équivalence)	21	18
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
Trésorerie et soldes avec les banques centrales et autres dépôts à vue auprès d'établissements de crédit	46 802	34 512
Prêts à terme aux banques à moins de trois mois, hors prises en pension	224	221
Prises en pension à moins de trois mois avec des établissements de crédit et des entreprises d'investissement	20 804	25 345
Dépôts de banques remboursables à la demande et remboursables immédiatement	-6 457	-6 136
Trésorerie et équivalents de trésorerie dans les groupes d'actifs destinés à être cédés	0	0
Total	61 374	53 942
Dont indisponibles	0	0

(1) Dans ce relevé, les intérêts versés et perçus sont assimilés aux charges et revenus d'intérêts, comme mentionné dans le compte de résultats consolidé. Compte tenu de la quantité de contrats sous-jacents à la base des charges et revenus d'intérêts, une détermination exacte des flux de trésorerie effectifs nécessiterait un effort administratif très important. Il est en outre raisonnable de supposer que pour un bancassureur, les flux de trésorerie effectifs ne diffèrent pas largement des charges et revenus d'intérêts proratisés étant donné que la plupart des produits de taux d'intérêt comportent un versement d'intérêts périodique dans l'année.

- Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont rapportés selon la méthode indirecte.
 - Flux de trésorerie nets relatifs aux activités opérationnelles :
 - comprennent en 2024, notamment une croissance des dépôts de la clientèle (en partie liée à la récupération des sorties de fonds au profit du bon d'État belge en 2023) et une forte hausse des mises en pension, en partie compensées par une baisse des dépôts des établissements de crédit (y compris le remboursement des 2,6 milliards d'euros de TLTRO III restants) et des certificats de dépôt, ainsi qu'une augmentation des crédits hypothécaires et des crédits à terme ;
 - comprennent en 2023, notamment un remboursement partiel de TLTRO III (12,9 milliards d'euros), une baisse des dépôts à vue et d'épargne (en partie en raison de la sortie des dépôts en faveur du bon d'État belge en septembre 2023), une baisse des mises en pension et une augmentation des crédits hypothécaires et des crédits à terme.
- Flux de trésorerie nets relatifs aux activités d'investissement :
 - comprennent en 2024, notamment, une baisse des titres de créance valorisés au coût amorti (+1 164 millions d'euros) en partie compensée par de nouveaux investissements nets en immobilisations (in)corporelles (-959 millions d'euros) ;
 - comprennent en 2023, notamment, les produits de trésorerie de la finalisation de la vente en Irlande, en partie gommés par de nouveaux investissements en titres de créance valorisés au coût amorti.
- Flux de trésorerie nets relatifs aux activités de financement :
 - comprennent en 2024, entre autres, le versement de dividendes (-1,8 milliards d'euros), l'émission ou le remboursement de billets à ordre et autres titres de créance (+1,5 milliard d'euros ; KBC Ifima, CSOB CZ et KBC Bank SA ont contribué à la majeure partie du montant, l'évolution en 2024 est essentiellement liée aux émissions de 1,2 milliards d'euros). En outre, les flux de trésorerie nets liés aux activités de financement ont été impactés par le remboursement net de dettes subordonnées (-1 milliard ; KBC Bank SA a contribué à la majeure partie du montant, essentiellement lié à 3,9 milliards d'euros d'émissions et à 5,3 milliards d'euros de remboursements), et des AT1 (+0,75 milliard d'euros d'émission et 1,14 milliard d'euros de remboursement) ;
 - comprennent en 2023, entre autres, le versement de dividendes (-1,8 milliard d'euros), l'émission ou le remboursement de billets à ordre et autres titres de créance (+2,4 milliards d'euros ; KBC Ifima, CSOB Bank et KBC Bank SA ont contribué à la majeure partie du montant, l'évolution en 2023 est essentiellement liée aux émissions de 3,2 milliards d'euros et aux remboursements de 0,9 milliard d'euros) et les produits ou le remboursement de dettes subordonnées (+5,1 milliards d'euros ; KBC Bank SA a contribué à la majeure partie du montant, essentiellement lié aux émissions de 6,9 milliards d'euros et aux remboursements de 1,7 milliards d'euros), ainsi qu'une nouvelle AT1 (+0,75 milliard d'euros).

VI. – Annexes aux méthodes comptables

Annexe 1.1. – Déclaration de conformité

Le Conseil d'administration a approuvé la publication des comptes annuels consolidés de KBC Bank SA, y compris toutes les annexes, le 13 mars 2025. Les comptes annuels consolidés ont été établis conformément aux Normes comptables IFRS, telles qu'adoptées par l'Union européenne (endorsed IFRS), et présentent des informations comparatives sur une année. Tous les montants sont exprimés et arrondis en millions d'euros (sauf stipulation contraire).

Les normes suivantes sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2024 :

- L'IASB a publié quelques adaptations mineures aux normes IFRS existantes, dont l'impact est négligeable pour KBC.
- Les normes IFRS suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore d'application en 2024. KBC appliquera ces normes dès qu'elle y sera tenue.
- IFRS 18 (Présentation et informations à fournir dans les états financiers), d'application à partir de 2027, avec un impact limité sur la présentation et les annexes ;
- IFRS 19 (Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public), sans impact attendu ;
- L'IASB a publié quelques adaptations mineures aux normes IFRS et IFRIC existantes. Elles seront appliquées dès que ce sera obligatoire mais pour l'heure, nous partons du principe que leur impact sera négligeable.

À partir du 1^{er} janvier 2024, nous avons révisé notre approche à plusieurs niveaux servant à évaluer l'augmentation significative du risque de crédit. Les indicateurs basés sur la probabilité de défaut à 12 mois (Internal rating et Internal rating backstop) ont été remplacés par une évaluation basée sur la probabilité de défaut sur la durée du contrat (LTPD) et un indicateur 'liste de surveillance' ('watch list'). KBC a appliqué l'approche révisée pour la première fois au premier trimestre 2024. Il en résulte une reprise d'ECL de 17 millions d'euros, comptabilisée dans la rubrique Réduction de valeur sur actifs financiers au coût amorti et à la juste valeur via OCI.

Le portefeuille de crédits comprend la majeure partie des actifs financiers.

Annexe 1.2. – Principales méthodes comptables

Généralités / Principes de base

Les principes comptables généraux de KBC Bank SA ('KBC') se fondent sur les Normes comptables IFRS, telles qu'adoptées par l'Union européenne, et sur le Cadre IFRS. Les états financiers de KBC sont établis selon le principe de continuité d'exploitation. KBC y présente chaque catégorie importante d'éléments similaires séparément. Les éléments distincts sont présentés séparément, sauf s'il s'agit d'éléments peu importants, et les éléments ne sont compensés que lorsque les IFRS pertinentes l'exigent ou l'autorisent explicitement.

Actifs financiers

KBC se conforme à toutes les exigences d'IFRS 9 depuis le 1^{er} janvier 2018, sauf en ce qui concerne les opérations relevant de la comptabilité de couverture, qui continuent d'être comptabilisées selon IAS 39.

Actifs financiers – comptabilisation et décomptabilisation

Comptabilisation : les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan lorsque KBC devient partie aux dispositions contractuelles des instruments. Les achats ou ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de règlement. Tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, sont évalués initialement à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement imputables à leur acquisition.

Décomptabilisation et modification : KBC décomptabilise un actif financier lorsque les flux de trésorerie contractuels en découlant expirent ou lorsque KBC transfère ses droits à recevoir les flux de trésorerie contractuels au titre de l'actif financier dans le cadre d'une transaction donnant lieu au transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés à la détention de l'actif en question. Lorsque les conditions d'un actif financier sont modifiées pendant sa durée de vie, KBC détermine si les nouvelles conditions sont substantiellement différentes des conditions initiales et si les modifications indiquent que les droits à recevoir les flux de trésorerie découlant de l'instrument original ont expiré. S'il est déterminé que les conditions sont substantiellement différentes, la transaction est traitée comme une décomptabilisation d'actif financier, ce qui signifie que l'actif financier existant est retiré du bilan et qu'un nouvel actif financier est comptabilisé sur la base des

conditions révisées. À l'inverse, si KBC estime que les conditions ne sont pas substantiellement différentes, la transaction est traitée comme une modification d'un actif financier.

Dépréciations : KBC déprécie la valeur comptable brute des actifs financiers (ou la partie de la valeur comptable brute) qu'il juge irrécouvrable. Cela signifie qu'il ne peut être raisonnablement attendu que KBC récupère les intérêts ou le principal en temps voulu. Le calendrier des dépréciations dépend de plusieurs facteurs, notamment du portefeuille, de l'existence et du type de garantie, du processus de règlement dans chaque juridiction et de la législation locale. Si un prêt est irrécouvrable, la valeur comptable brute est directement imputée sur la réduction de valeur correspondante. Les recouvrements de montants précédemment dépréciés sont comptabilisés en tant que reprises de réductions de valeur dans le compte de résultat. KBC fait la distinction entre les dépréciations à des fins de reporting financier (qui sont toujours soumises à des activités de contrôle du crédit) et les remises de dettes. Ces dernières entraînent la déchéance du droit légal de recouvrer tout ou partie de la créance due au client.

Classement des instruments de capitaux propres et des instruments de dette

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier, KBC examine dans un premier temps les conditions contractuelles de l'instrument afin de le classer en tant qu'instrument de capitaux propres ou instrument de dette. Un instrument de capitaux propres s'étend à tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs nets d'une autre entité. Pour que cette condition soit remplie, KBC s'assure que l'instrument ne comporte pas pour l'émetteur d'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité selon des conditions potentiellement défavorables pour lui. Tout instrument qui ne présente pas les critères d'un instrument de capitaux propres est classé comme un instrument de dette par KBC, à l'exception des instruments dérivés.

Classement et évaluation – instruments de dette

Si KBC détermine qu'un actif financier est un instrument de dette, celui-ci peut, lors de la comptabilisation initiale, être classé dans l'une des catégories suivantes :

- évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat (FVPL) :
 - obligatoirement évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat (MFVPL) – cette catégorie comprend aussi les actifs financiers détenus à des fins de transaction (HFT) ;
 - désigné lors de la comptabilisation initiale comme évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat (FVO) ;
- évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI) ;
- évalué au coût amorti (AC).

Les instruments de dette doivent être classés dans la catégorie FVPL (i) lorsqu'ils ne sont pas détenus dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels ou dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ou (ii) lorsqu'ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique visé au point (i) mais que, à des dates spécifiées, les conditions contractuelles de l'instrument donnent lieu à des flux de trésorerie qui ne correspondent pas uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

En outre, KBC peut dans certains cas, lors de la comptabilisation initiale, irrévocablement désigner comme étant évalué à la juste valeur un actif financier remplissant par ailleurs les conditions pour être évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si cela permet d'éliminer ou de réduire significativement une non-concordance comptable qui surviendrait autrement.

Un instrument de dette n'est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global que s'il remplit les conditions suivantes et s'il n'est pas désigné comme devant être évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat :

- L'actif est détenu dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers.
- À des dates spécifiées, les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un instrument de dette n'est évalué au coût amorti que s'il remplit les conditions suivantes et s'il n'est pas désigné comme devant être évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat :

- L'actif est détenu dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels.

- À des dates spécifiées, les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Évaluation du modèle économique

Le modèle économique est évalué afin de déterminer si les instruments de dette doivent être évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Pour réaliser cette évaluation, KBC examine au niveau du portefeuille l'objectif du modèle économique dans le cadre duquel un actif est détenu, car il constitue le meilleur reflet de la manière dont l'entreprise est gérée et dont les informations sont communiquées à la direction. Les informations prises en compte incluent :

- les politiques et objectifs déclarés pour le portefeuille et la manière dont ces politiques fonctionnent en pratique (en particulier, si la stratégie de la direction se concentre sur l'obtention de revenus d'intérêts contractuels, le maintien d'un profil de taux d'intérêt spécifique, l'adéquation entre la durée des actifs financiers et celle des passifs qui financent ces actifs, ou la réalisation de flux de trésorerie par la vente d'actifs) ;
- la manière dont les performances du portefeuille sont évaluées et présentées au Comité de direction et au Conseil d'administration de KBC ;
- les risques qui affectent la performance du modèle économique (et des actifs financiers détenus dans le cadre de ce modèle) et la manière dont ces risques sont gérés ;
- le mode de rémunération des dirigeants de l'entreprise (par exemple, si la rémunération est basée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ; et
- la fréquence, le volume et le calendrier des cessions au cours des périodes précédentes, les motifs de ces cessions et les attentes de KBC quant aux transactions futures. Toutefois, les informations relatives à l'activité de cession ne sont pas considérées individuellement, mais dans le cadre d'une évaluation globale de la manière dont l'objectif déclaré de KBC en matière de gestion des actifs financiers est atteint et de la manière dont les flux de trésorerie sont réalisés.

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur sont évalués à la FVPL, car ils ne sont ni détenus pour percevoir des flux de trésorerie contractuels, ni détenus à la fois pour percevoir des flux de trésorerie contractuels et pour vendre des actifs financiers.

Évaluation visant à déterminer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts (SPPI)

Pour les besoins de cette évaluation, le 'principal' correspond à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. Les 'intérêts' s'entendent comme étant la contrepartie de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit liés au principal restant dû au cours d'une période donnée, ainsi que d'autres risques et coûts de base liés aux prêts (p. ex. risque de liquidité et coûts administratifs) et d'une marge bénéficiaire. Pour déterminer si des flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts, KBC prend en compte les conditions contractuelles de l'instrument, ce qui implique de déterminer si l'actif financier comporte une clause contractuelle susceptible d'entraîner une modification de l'échéancier ou du montant des flux de trésorerie contractuels telle que l'instrument ne remplirait pas cette condition. Pour cette évaluation, KBC prend en compte :

- les événements potentiels susceptibles de modifier le montant et l'échéancier des flux de trésorerie ;
- les caractéristiques de l'effet de levier ;
- les conditions de remboursement anticipé et de prolongation ;
- les conditions qui limitent les droits de KBC sur les flux de trésorerie provenant d'actifs spécifiques (par exemple, les accords sur les actifs sans recours) ; et
- les caractéristiques qui modifient la prise en compte de la valeur temps de l'argent (par exemple, les réinitialisations périodiques des taux d'intérêt).

Reclassements

Les actifs financiers ne sont pas reclassés après leur comptabilisation initiale, sauf de manière temporaire à l'issue d'un changement de modèle économique aux fins de la gestion des actifs financiers, ce qui peut se produire lorsque KBC commence à ou cesse de mener une activité représentant une part importante de ses opérations (p. ex. lorsque KBC acquiert, cède ou met fin à une ligne d'activité). Le reclassement prend effet au début de la période de reporting qui suit immédiatement le changement.

Classement et évaluation – instruments de capitaux propres

Les instruments financiers de capitaux propres sont classés dans l'une des catégories suivantes :

- obligatoirement évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat (MFVPL) – cela n'inclut que les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction (HFT) ;
- instruments de capitaux propres pour lesquels une évaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI) a été choisie.

Il existe une présomption réfutable selon laquelle tous les instruments de capitaux propres sont considérés comme FVOCI s'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction ou comme une rémunération conditionnelle dans une combinaison d'entreprises relevant d'IFRS 3. La décision d'inclure les instruments de capitaux propres dans la catégorie FVOCI lors de la comptabilisation initiale est irrévocable et peut être prise au cas par cas pour chaque investissement, ce qui pour KBC s'entend action par action. Les instruments de capitaux propres classés dans la catégorie FVOCI sont par la suite évalués à la juste valeur, les variations étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sans être recyclées dans le compte de résultat même en cas de cession de l'investissement. La seule exception concerne les revenus de dividendes, qui sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique Revenus de dividendes.

Classement et évaluation – dérivés (de transaction et de couverture)

KBC peut comptabiliser des instruments dérivés comme étant détenus soit à des fins de transaction, soit à des fins de couverture. Ils peuvent être comptabilisés comme des actifs ou des passifs en fonction de leur valeur de marché du moment.

Dérivés de transaction

Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur et KBC établit les distinctions suivantes :

- Instruments dérivés détenus dans l'intention de couvrir, mais pour lesquels la comptabilité de couverture ne peut pas être appliquée ou n'est pas appliquée (couvertures économiques) : des instruments de couverture peuvent être acquis dans l'intention de couvrir économiquement une exposition externe, mais sans appliquer la comptabilité de couverture. La composante intérêts de ces dérivés est comptabilisée en Revenus nets d'intérêts, tandis que toutes les autres variations de juste valeur sont comptabilisées sous Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.
- Instruments dérivés détenus à des fins autres que de couverture (instruments dérivés de transaction) : Les entités KBC peuvent également conclure des contrats de dérivés qui n'ont pas pour but de couvrir une position économiquement. Cela peut se faire dans le cadre de la clôture ou de la vente imminente d'une position externe ou pour prendre des bénéfices à court terme. Toutes les variations de la juste valeur (intérêts compris) de ces instruments dérivés sont comptabilisées sous 'Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat'.

Dérivés de couverture

Les instruments dérivés de couverture sont des instruments dérivés qui sont spécifiquement désignés dans une relation de couverture. Le processus de comptabilisation de ces instruments dérivés est détaillé dans la section Comptabilité de couverture.

Actifs financiers – Réductions de valeur**Définition de défaut**

KBC définit les actifs financiers en défaut selon la même définition que celle adoptée aux fins de la gestion du risque interne et conformément aux directives et aux normes des autorités de réglementation du secteur financier. Un actif financier est considéré comme étant en défaut si l'une des conditions suivantes est remplie :

- La solvabilité se détériore de manière significative ;
- L'actif est marqué comme étant en situation d'improductivité ;
- L'actif est restructuré (forborne) et répond aux critères de défaut conformément aux politiques internes de restructuration (par exemple, lorsqu'une mesure de restructuration supplémentaire est accordée à un actif 'forborne' qui n'a pas atteint le statut de défaut dans les deux ans suivant l'octroi de la première mesure de restructuration, ou lorsqu'un actif 'forborne' devient impayé depuis plus de 30 jours au cours de la période de deux ans) ;
- KBC a demandé la mise en faillite de l'emprunteur ;
- La contrepartie a fait faillite ou demandé des mesures de protection similaires ;
- La facilité de crédit accordée au client a été résiliée.

KBC applique un filet de sécurité (backstop) aux facilités dont le statut est 'impayé depuis 90 jours ou plus'. Dans ce contexte, un backstop est utilisé en tant que contrôle final pour s'assurer que tous les actifs qui auraient dû être désignés comme étant en défaut ont été dûment identifiés.

Modèle ECL – généralités

Le modèle ECL sert à évaluer la réduction de valeur des actifs financiers.

Le champ d'application du modèle ECL est fonction du classement des actifs financiers. Le modèle s'applique aux actifs financiers suivants :

- Actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- Engagements de prêt et garanties financières ;
- Créances résultant de contrats de location-financement ;
- Créances commerciales et autres.

Aucune perte de crédit attendue n'est calculée pour les investissements en instruments de capitaux propres.

Les actifs financiers entrant dans le champ d'application du modèle ECL font l'objet d'une réduction de valeur à hauteur d'un montant égal à la perte de crédit attendue sur leur durée de vie si le risque de crédit augmente significativement après la comptabilisation initiale. Dans le cas contraire, la provision pour pertes est égale à l'ECL sur 12 mois (voir ci-dessous pour plus d'informations sur l'augmentation significative du risque de crédit).

Pour distinguer les différentes étapes de la quantification de l'ECL, KBC utilise la terminologie internationalement acceptée pour les actifs financiers de 'Catégorie 1', 'Catégorie 2' et 'Catégorie 3'.

À moins qu'ils n'aient déjà subi une réduction de valeur, tous les actifs financiers sont classés en 'Catégorie 1' au moment de la comptabilisation initiale et une ECL sur 12 mois est comptabilisée. Lorsqu'une augmentation significative du risque de crédit survient postérieurement à la comptabilisation initiale, l'actif est transféré en 'Catégorie 2' et l'ECL sur la durée de vie est comptabilisée. Dès lors qu'un actif peut être considéré comme étant en défaut, il migre à la catégorie 3.

En ce qui concerne les créances commerciales, la norme IFRS 9 autorise l'utilisation d'une aide pratique. Les pertes de crédit attendues pour les créances commerciales peuvent être valorisées comme un montant correspondant à leurs pertes de crédit attendues pendant la durée. KBC applique cette solution pratique pour les créances commerciales et autres.

Les plus-values et les moins-values liées aux réductions de valeur sur les actifs financiers sont comptabilisées sous la rubrique Réductions de valeur du compte de résultat.

Les actifs financiers qui sont évalués au coût amorti sont présentés dans le bilan à leur valeur comptable nette, qui correspond à la valeur comptable brute minorée de la réduction de valeur. Les instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont présentés dans le bilan à leur valeur comptable, qui correspond à leur juste valeur à la date de reporting. L'ajustement au titre de l'ECL est comptabilisé en tant qu'ajustement de reclassement entre le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale

Conformément au modèle ECL, les actifs financiers sont affectés d'un ECL à vie dès lors que leur risque de crédit augmente de manière significative postérieurement à leur comptabilisation initiale. Par conséquent, l'évaluation d'une augmentation significative du risque de crédit est cruciale pour le classement des actifs financiers. Une telle augmentation est évaluée de manière relative, sur la base du risque de crédit imputé lors de la comptabilisation initiale. Dans la mesure où plusieurs facteurs entrent en compte dans cette évaluation, KBC a défini une approche à plusieurs paliers, pour le portefeuille d'obligations d'une part, et le portefeuille de crédits d'autre part.

Approche à plusieurs paliers (MTA) – portefeuille obligataire

Pour le portefeuille obligataire, la MTA comporte trois paliers :

- Exception pour risque de crédit faible : l'ECL sur 12 mois est toujours comptabilisée pour les obligations présentant un faible risque de crédit à la date de reporting (c.-à-d. 'Catégorie 1'). KBC utilise cette exception pour les obligations investment grade.
- Probabilité de défaut sur la durée du contrat (LTPD) (applicable uniquement si les conditions du premier palier ne sont pas remplies) : il s'agit d'une évaluation relative consistant à comparer la probabilité de défaut sur la durée du contrat (LTPD) au moment de la comptabilisation initiale avec celle constatée à la date de reporting. Pour entraîner un changement de catégorie, il faut que la LTPD enregistre une variation relative de 200 %.

- Évaluation des gérants : enfin, les gérants examinent et évaluent l'augmentation significative du risque de crédit pour les actifs financiers au niveau individuel (c'est-à-dire au niveau de la contrepartie) et au niveau du portefeuille, lorsqu'il est déterminé que les événements idiosyncrasiques ne sont pas correctement pris en compte dans les deux premiers paliers de l'approche MTA. Les événements idiosyncratiques comprennent, par exemple, les évolutions inattendues de l'environnement macroéconomique (par exemple la crise du coronavirus), les incertitudes liées aux événements géopolitiques (par exemple une guerre) et l'impact secondaire des défauts de paiement importants (par exemple, sur les fournisseurs, les clients et les employés d'une société en défaut de paiement).

Si aucun de ces éléments déclencheurs n'entraîne le passage en 'Catégorie 2', alors l'obligation reste en 'Catégorie 1'. Un actif financier est considéré comme étant en 'Catégorie 3' dès lors qu'il répond à la définition du défaut. L'approche MTA est symétrique, c'est-à-dire qu'une obligation qui a été transférée en 'Catégorie 2' ou en 'Catégorie 3' peut revenir en 'Catégorie 1' ou 'Catégorie 2' si le critère de palier qui a déclenché le transfert n'est pas rempli à une date de reporting ultérieure.

Portefeuille de crédits

Pour le portefeuille de crédits, KBC utilise une approche à cinq paliers. Il s'agit d'une approche en cascade (c.-à-d. que si l'évaluation effectuée au premier palier ne donne pas lieu à une migration en 'Catégorie 2', l'évaluation est effectuée au deuxième palier, et ainsi de suite). En fin de compte, si tous les paliers sont évalués sans déclencher une migration vers la 'Catégorie 2', le crédit reste en 'Catégorie 1'.

- Probabilité de défaut sur la durée du contrat (LTPD) : la LTPD est utilisée comme principal critère d'évaluation d'une augmentation du risque de crédit. Il s'agit d'une évaluation relative consistant à comparer la probabilité de défaut sur la durée du contrat (LTPD) au moment de la comptabilisation initiale avec celle constatée à la date de reporting. KBC effectue cette évaluation au niveau des facilités pour chaque période de reporting. Pour entraîner un changement de catégorie, il faut que la LTPD enregistre une variation relative de 200 %.
- Restructuration des crédits : les actifs financiers restructurés sont toujours considérés comme faisant partie de la catégorie 2, sauf s'ils répondent déjà à la définition de défaut. Dans ce cas, ils sont transférés à la catégorie 3.
- Arriéré : KBC utilise le backstop défini dans la norme. Un actif financier présentant un arriéré de plus de 30 jours passe en 'Catégorie 2'.
- Liste de surveillance : KBC utilise le critère de la liste de surveillance comme backstop pour faire passer son portefeuille de crédits en 'Catégorie 2'. La liste de surveillance comprend des crédits présentant un risque de crédit accru, mais qui ne sont pas (encore) classés comme en défaut/non performants et qui font l'objet d'un suivi et d'une évaluation renforcés de la part de la banque. KBC procède à cette évaluation pour chaque période de reporting au niveau du client.
- Évaluation des gérants : enfin, les gérants examinent et évaluent l'augmentation significative du risque de crédit pour les actifs financiers au niveau individuel (c'est-à-dire au niveau de la contrepartie) et au niveau du portefeuille, lorsqu'il est déterminé que les événements idiosyncrasiques ne sont pas correctement pris en compte dans les quatre premiers paliers de l'approche MTA (voir plusieurs exemples ci-dessus).

Un actif financier entrant dans le champ d'application du modèle ECL est considéré comme étant en 'Catégorie 3' dès lors qu'il répond à la définition du défaut. L'approche MTA est symétrique, c'est-à-dire qu'un crédit qui a été transféré en 'Catégorie 2' ou en 'Catégorie 3' peut revenir en 'Catégorie 1' ou 'Catégorie 2' si le critère de palier qui a déclenché le transfert n'est pas rempli à une date de reporting ultérieure.

Évaluation de la perte de crédit attendue (ECL)

L'ECL correspond au produit de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition estimée au défaut (estimated exposure at default, EAD) et de la perte en cas de défaut (loss given default, LGD).

L'ECL est calculée de manière à refléter :

- un montant pondéré par la probabilité sans biais ;
- la valeur temps de l'argent ; et
- des informations sur les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions concernant la situation économique.

L'ECL sur la durée de vie correspond à la somme de l'ECL sur la durée de vie de l'actif financier actualisée sur la base du taux d'intérêt effectif initial.

L'ECL sur 12 mois correspond à la part de l'ECL sur la durée de vie résultant d'un défaut au cours de la période de 12 mois consécutive à la date de reporting.

KBC utilise des modèles IFRS 9 spécifiques pour la PD, l'EAD et la LGD afin de calculer l'ECL. Dans la mesure du possible et dans un souci d'efficacité, KBC utilise des techniques de modélisation similaires à celles élaborées aux fins prudentielles (c.-à-d. les modèles de Bâle). De plus amples informations sur les modèles de risque de crédit développés par KBC sont fournies dans la section Internal Modelling du Rapport sur les risques, à l'adresse www.kbc.com. Cela étant, KBC veille à ce que les modèles de Bâle soient mis en conformité avec IFRS 9 :

- KBC n'applique pas les règles de prudence prescrites par les autorités de réglementation dans le cadre des modèles de Bâle.
- KBC ajuste l'impact des paramètres macroéconomiques sur le résultat afin de s'assurer que les modèles IFRS 9 reflètent une estimation ponctuelle plutôt que sur l'ensemble du cycle (comme le requièrent les autorités de réglementation) ;
- KBC intègre des informations macroéconomiques prospectives aux modèles.

En ce qui concerne les prêts en défaut, l'ECL est également calculée comme le produit de la PD, de l'EAD et de la LGD. Dans ce cas précis, cependant, la PD est fixée à 100 %, l'EAD est connue étant donné le statut de défaut et la LGD tient compte de la valeur actuelle nette du montant (non) recouvrable.

KBC utilise les modèles IRB et standardisé pour attribuer la PD de Bâle, qui sert ensuite de base aux calculs de l'ECL selon l'IFRS 9 et à la détermination de la catégorie. S'il n'existe pas de modèle de PD de Bâle ayant un champ d'application similaire à celui du modèle de l'IFRS 9, le taux de défaut observé à long terme est utilisé comme PD pour toutes les facilités du portefeuille. Pour les portefeuilles ayant un faible taux de défaut, il peut arriver qu'aucun défaut de paiement ou seulement un petit nombre de défauts de paiement se soient produits au cours de la période considérée. Dans ce cas, le PD est fixé sur la base d'un avis expert et d'évaluations externes.

KBC tient compte d'informations prospectives dans le calcul de l'ECL, via des variables macroéconomiques et sur la base de l'évaluation par les gérants d'éventuels événements idiosyncratiques. Le Chief Economist de KBC élabore trois scénarios macroéconomiques différents (scénario de base, à la hausse et à la baisse) pour tous les pays clés de KBC et assortit chacun d'entre eux d'une probabilité. Chaque trimestre, KBC met à jour les scénarios économiques et les pondérations attribuées qui seront utilisés pour le calcul de l'ECL, sur la base des informations fournies par le Chief Economist. L'intégration des variables macroéconomiques incluses dans ces scénarios dans les composantes PD, EAD et LGD du calcul de l'ECL repose sur une corrélation statistique dans des ensembles de données historiques.

La période maximum pour l'évaluation de l'ECL correspond à la période contractuelle maximum (y compris les prorogations), sauf pour certains actifs financiers spécifiques, qui incluent un montant tiré et un montant non tiré sur demande, la capacité contractuelle de KBC de demander le remboursement du montant tiré et d'annuler l'engagement non tiré ne limitant pas l'exposition au risque de crédit à la période contractuelle. Ces actifs sont les seuls pour lesquels la période d'évaluation peut s'étendre au-delà de la période contractuelle.

Actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur création (Purchased or Originated Credit Impaired, POCI)

KBC définit les actifs POCI comme des actifs financiers entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 9 en matière de dépréciation et qui sont dépréciés dès leur création (c.-à-d. qui répondent à ce moment-là à la définition de défaut). Les actifs POCI sont initialement comptabilisés pour un montant net de réduction de valeur et évalués au coût amorti sur la base d'un taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité du crédit. Lors des périodes ultérieures, les variations éventuelles de l'ECL sur la durée de vie sont comptabilisées dans le compte de résultat. Les variations favorables sont comptabilisées en tant que reprises de réduction de valeur même si l'ECL sur la durée de vie à la date de reporting est inférieure à l'ECL sur la durée de vie à la date de création.

Jugements critiques et incertitudes

Le calcul de l'ECL (et de l'augmentation significative du risque de crédit par rapport à la comptabilisation initiale) nécessite d'apprécier en profondeur divers aspects, notamment la situation financière et les capacités de remboursement des emprunteurs, la valeur et la recouvrabilité des garanties, les projections et les informations macroéconomiques. KBC adopte une approche neutre et sans biais pour tenir compte des incertitudes et prendre des décisions sur la base de jugements critiques.

Trésorerie, soldes avec les banques centrales et autres dépôts à vue auprès d'établissements de crédit

La trésorerie comprend les fonds de caisse et les dépôts à vue, par exemple les chèques, la petite caisse et les soldes de trésorerie auprès des banques centrales et d'autres banques.

Passifs financiers

Les instruments financiers ou leurs composantes sont classés, lors de leur comptabilisation initiale, en tant que passifs ou en tant que capitaux propres, conformément à la substance des accords contractuels et aux définitions des passifs financiers et des instruments de capitaux propres. Un instrument financier est classé en tant que passif si :

- KBC est contractuellement tenu de livrer de la trésorerie ou un autre actif financier au détenteur ou d'échanger un autre instrument financier avec le détenteur dans des conditions potentiellement défavorables au groupe ; ou
- KBC a l'obligation contractuelle de régler l'instrument financier au moyen d'un nombre variable d'actions propres.

Un instrument financier est classé en tant qu'instrument de capitaux propres si aucune des deux conditions n'est remplie. Dans ce cas, il est comptabilisé de la manière décrite à la section 'Capitaux propres'.

Passifs financiers – comptabilisation et décomptabilisation

KBC comptabilise un passif financier lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument concerné. Il s'agit généralement de la date de réception de la contrepartie sous forme de trésorerie ou d'un autre actif financier. Lors de la comptabilisation initiale, le passif financier est comptabilisé à la juste valeur moins les coûts de transaction directement imputables à l'émission de l'instrument, sauf en ce qui concerne les passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsqu'ils s'éteignent, c.-à-d. lorsque l'obligation spécifiée dans le contrat est acquittée ou annulée, ou expire. KBC peut également décomptabiliser un passif financier et en comptabiliser un nouveau si KBC et le prêteur conviennent d'un échange et que le passif financier existant et celui avec lequel il est échangé sont assortis de conditions substantiellement différentes, ou si les conditions du passif financier existant font l'objet de modifications substantielles. Pour déterminer si les conditions sont différentes, KBC compare la valeur actualisée des flux de trésorerie selon les nouvelles conditions, y compris les honoraires versés nets des honoraires reçus et actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial, et la valeur actualisée des flux de trésorerie restants du passif financier initial. Si la différence est supérieure ou égale à 10 %, KBC décomptabilise le passif financier initial et en comptabilise un nouveau. Lorsqu'un échange d'instruments de dette ou une modification de conditions est comptabilisé(e) comme une extinction, les coûts ou honoraires engagés sont comptabilisés comme faisant partie du profit ou de la perte résultant de l'extinction.

Passifs financiers – classement et évaluation

KBC classe les passifs financiers dans trois catégories différentes, conformément aux dispositions d'IFRS 9 :

- Passifs financiers détenus à des fins de transaction (HFT). Il s'agit de passifs encourus principalement dans le but de dégager un bénéfice des fluctuations à court terme de leur prix ou de la marge du courtier. Un passif est également considéré comme détenu à des fins de transaction s'il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers détenus à des fins de transaction séparément par le bureau de négociation et s'il a récemment fait l'objet de prises de bénéfices à court terme. Les passifs détenus à des fins de transaction peuvent inclure des passifs dérivés, des positions courtes en instruments de dette et instruments de capitaux propres, des dépôts à terme et des titres de créance. S'agissant des dérivés, KBC fait la distinction entre les dérivés détenus à des fins de transaction et ceux détenus à des fins de couverture, comme c'est le cas pour les actifs dérivés. Les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués initialement à leur juste valeur. Au terme de la période de reporting, les passifs dérivés sont évalués à la juste valeur. Les ajustements de juste valeur sont toujours enregistrés dans le compte de résultat.
- Passifs financiers désignés par l'entité comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat lors de la comptabilisation initiale (FVO). Conformément à IFRS 9, un passif financier ou un groupe de passifs financiers peuvent être évalués à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, auquel cas les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat, à l'exception de celles résultant des variations du risque de crédit propre, qui sont présentées séparément dans les autres éléments du résultat global. La désignation à la juste valeur est utilisée par KBC pour les raisons suivantes :
 - gérés sur la base de la juste valeur : KBC désigne un passif financier ou un groupe de passifs financiers à la juste valeur lorsqu'ils sont gérés et leur rendement est évalué à la juste valeur. Cette méthode est utilisée pour comptabiliser les composantes (dissociées) des dépôts (c.-à-d. les passifs financiers qui ne comportent pas d'élément de participation discrétionnaire) ;
 - non-concordance comptable : l'option de la juste valeur peut être utilisée lorsqu'elle permet d'éliminer ou de réduire sensiblement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait autrement de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation de plus-values et de pertes sur ceux-ci sur des bases différentes ;

- instruments hybrides : un instrument financier est considéré comme hybride lorsqu'il contient un ou plusieurs dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat de base. L'option de la juste valeur peut être utilisée lorsqu'il n'est pas possible de dissocier du contrat de base les dérivés incorporés qui n'y sont pas étroitement liés, auquel cas l'instrument hybride peut être désigné dans son intégralité à la juste valeur. Cela signifie qu'aussi bien le dérivé incorporé que le contrat de base sont évalués à la juste valeur. KBC a recours à cette possibilité lorsque des produits structurés comprennent des dérivés incorporés sans lien étroit avec le contrat de base. Cela signifie qu'aussi bien le dérivé incorporé que le contrat de base sont évalués à la juste valeur.
- Passifs financiers évalués au coût amorti (AC). KBC classe la plupart de ses passifs financiers dans cette catégorie, y compris les passifs financiers utilisés pour financer des activités de négociation ne procédant pas d'une intention de négociation (p. ex. obligations émises). Ces passifs financiers sont évalués initialement à leur coût, soit la juste valeur de la contrepartie reçue, y compris les coûts de transaction. Par la suite, ils sont évalués au coût amorti, qui correspond au montant auquel le passif de financement a été initialement comptabilisé, diminué des remboursements de principal, plus ou moins l'amortissement cumulé de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance. La différence entre le montant disponible et la valeur nominale est enregistrée comme une charge d'intérêts selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les charges d'intérêts courues mais non encore payées sont enregistrées dans les comptes de régularisation.

Passifs financiers – risque de crédit propre

Conformément à IFRS 9, les passifs financiers désignés à la juste valeur doivent être évalués à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Les éventuelles variations de juste valeur sont par la suite enregistrées dans le compte de résultat, à l'exception de celles résultant des variations du risque de crédit propre, qui sont présentées séparément dans les autres éléments du résultat global.

En conséquence, les variations de la juste valeur du passif sont présentées à différents endroits : les variations du risque de crédit propre sont présentées dans les autres éléments du résultat global et toutes les autres variations de la juste valeur sont présentées dans le compte de résultat sous la rubrique Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global en lien avec le risque de crédit propre ne sont pas recyclés dans le compte de résultat même si les passifs sont décomptabilisés et que les montants sont réalisés. Bien que le recyclage soit interdit, KBC transfère les montants dans les autres éléments du résultat global vers les bénéfices non distribués dans les capitaux propres lors de la décomptabilisation. Le risque de crédit propre n'est pas présenté dans les autres éléments du résultat global dans un seul cas : lorsque cela entraînerait une non-concordance comptable dans le compte de résultat. Cela peut se produire s'il existe une relation économique étroite entre le passif financier désigné à la juste valeur (pour lequel le risque de crédit propre est constaté dans les autres éléments du résultat global) alors que toutes les variations de juste valeur de l'actif financier correspondant sont évaluées et comptabilisées à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Tel est le cas pour les contrats d'investissement de la branche 23, pour lesquels les variations de juste valeur de la position au passif sont compensées à 100 % par la position à l'actif.

Passifs financiers – contrat de garantie financière

Un contrat de garantie financière est un contrat qui oblige KBC à effectuer des paiements spécifiques pour rembourser les détenteurs des pertes qu'ils subissent parce qu'un débiteur spécifié n'effectue pas le paiement à l'échéance conformément aux conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette. Un contrat de garantie financière est comptabilisé initialement à la juste valeur et est ensuite évalué au plus élevé des deux montants suivants : (a) le montant déterminé conformément aux dispositions en matière de réductions de valeur d'IFRS 9 (voir la section Actifs financiers – Réductions de valeur) et (b) le montant comptabilisé initialement moins, s'il y a lieu, l'amortissement cumulé, comptabilisé conformément au principe de comptabilisation des revenus prévu par IFRS 15.

Opérations de pension

Une prise en pension est une transaction dans laquelle KBC achète un actif financier et conclut simultanément un contrat pour vendre l'actif (ou un actif similaire) à une date future à un prix fixe. Ce contrat est comptabilisé comme un prêt ou une avance, et l'actif sous-jacent n'est pas comptabilisé dans les états financiers.

Dans une mise en pension, KBC vend un titre et s'engage simultanément à racheter ce titre (ou un actif quasiment similaire) à une date future à un prix fixe. KBC continue de comptabiliser les titres dans leur intégralité, car il conserve la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la détention de l'actif en question. La contrepartie en trésorerie reçue est comptabilisée comme un actif financier et un passif financier est comptabilisé en tant qu'obligation de payer le prix de rachat.

Compensation (offsetting)

Entre un actif financier et un passif financier, KBC n'opère une compensation et ne présente à cet égard un montant net dans son bilan que si et seulement si : (i) elle dispose d'un droit actuel juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et (ii) elle a l'intention soit de procéder au règlement sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif de manière simultanée.

Juste valeur

KBC définit la 'juste valeur' comme 'le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour le transfert d'un passif, lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation'. La juste valeur n'est pas le montant qu'une entité recevrait ou paierait dans le cadre d'une transaction contrainte, d'une liquidation involontaire ou d'une vente de biens sur saisie. Un déséquilibre entre l'offre et la demande (p. ex. lorsqu'il y a moins d'acheteurs que de vendeurs, ce qui exerce une pression à la baisse sur les prix) n'est pas la même chose qu'une transaction contrainte ou une vente de biens sur saisie.

Toutes les positions évaluées à la juste valeur font l'objet d'ajustements de valeur de marché, les variations de juste valeur étant enregistrées dans le compte de résultat ou dans les autres éléments du résultat global. Ces ajustements se rapportent aux coûts de clôture, aux positions ou marchés moins liquides, aux évaluations liées à la modélisation, au risque de contrepartie (ajustement de la valeur de crédit) et aux coûts de financement.

- Des ajustements de la valeur de crédit sont effectués lors de l'évaluation des instruments dérivés, afin de s'assurer que leur valeur de marché reflète le risque de crédit de la contrepartie. Ils tiennent compte à la fois de la valeur de marché du contrat et de sa juste valeur future probable. Ces évaluations sont pondérées en fonction du risque de crédit de la contrepartie, lequel est déterminé à l'aide d'un spread de swap de défaut de crédit (CDS) coté, ou, à défaut, du risque de crédit de la contrepartie découlant d'obligations dont les émetteurs présentent des caractéristiques similaires aux contreparties des dérivés en termes de notation, de secteur et de situation géographique. Les contrats dont la contrepartie est exposée à KBC font l'objet d'ajustements de la valeur de la dette (debt-value adjustments). Ces ajustements sont similaires aux ajustements de la valeur de crédit, à la différence qu'ils tiennent compte de la juste valeur future négative probable des contrats.
- Un ajustement de la valeur de financement (funding-value adjustment) est un ajustement apporté à la valeur de marché de dérivés non garantis afin de s'assurer que les coûts ou les revenus de financement (futurs) liés à la conclusion et à la couverture de ces instruments soient pris en compte lors de leur évaluation.

Comptabilité de couverture (opérations de couverture)

KBC a choisi d'appliquer les principes de comptabilité de couverture d'IAS 39 (tels que décrits dans la version carve-out d'IAS 39 approuvée par l'UE). KBC désigne certains dérivés détenus à des fins de gestion des risques ainsi que certains instruments financiers non dérivés en tant qu'instruments de couverture lors de la détermination des relations de couverture. Lors de la désignation initiale de la couverture, KBC documente formellement la relation entre le ou les instruments de couverture et le ou les éléments couverts, en indiquant notamment l'objectif poursuivi en matière de gestion des risques et la stratégie de couverture mise en œuvre, ainsi que la méthode qui sera utilisée pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. KBC évalue, lors de l'établissement de la relation de couverture, puis régulièrement par la suite, si l'on peut s'attendre à ce que le ou les instruments de couverture compensent très efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie du ou des éléments couverts au cours de la période pour laquelle la couverture est mise en place et contrôle si les résultats réels de chaque couverture sont compris entre 80 et 125 %. KBC évalue si une opération prévue faisant l'objet d'une couverture des flux de trésorerie est hautement probable et si elle est exposée à des variations de flux de trésorerie qui pourraient en définitive avoir une incidence sur le compte de résultat.

KBC utilise les techniques de comptabilité de couverture suivantes : couverture de flux de trésorerie, microcouverture de juste valeur, couverture à la juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille et couverture d'investissements nets dans des entités étrangères.

Couvertures de flux de trésorerie : si un instrument dérivé est désigné comme étant l'instrument de couverture dans une opération destinée à couvrir la variabilité des flux de trésorerie imputable à un risque particulier lié à un actif, un passif ou une opération prévue hautement probable comptabilisé(e) qui est susceptible d'avoir une incidence sur le compte de résultat, la part efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans la réserve de couverture (couverture des flux de trésorerie) au sein des autres éléments du résultat global. La part inefficace des variations de la juste valeur d'un instrument dérivé est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat sous la rubrique Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé dans le compte de résultat (en tant qu'ajustement de reclassement au titre de la même période que celle au cours de laquelle les flux de trésorerie couverts

ont une incidence sur le compte de résultat) sous la rubrique Revenus nets d'intérêts. La comptabilité de couverture est interrompue de manière prospective si le dérivé de couverture arrive à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, si la couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture des flux de trésorerie ou si la désignation en tant que couverture est révoquée. Tout gain ou toute perte cumulé(e) alors constaté(e) dans les autres éléments du résultat global y reste et est comptabilisé(e) sous la rubrique Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat lorsque l'opération prévue est finalement enregistrée dans le compte de résultat. Lorsqu'il n'y a plus lieu de penser qu'une opération prévue sera réalisée, le gain ou la perte cumulé(e) enregistré(e) dans les autres éléments du résultat global est immédiatement transféré(e) dans le compte de résultat, sous la rubrique Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Microcouverture sur la base de la juste valeur : lorsqu'un instrument dérivé est désigné comme instrument de couverture pour couvrir la variation de la juste valeur d'actifs ou de passifs comptabilisés (portefeuille d'actifs ou de passifs comptabilisés) ou un engagement ferme pouvant influencer sur le compte de résultat, les variations de la juste valeur du dérivé sont immédiatement comptabilisées dans le compte de résultat, tout comme les variations de la juste valeur de la position couverte imputables au risque couvert (dans le même poste du compte de résultat que la position couverte). Toutefois, les revenus d'intérêts courus au titre des swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés sous Revenus nets d'intérêts. La comptabilité de couverture est interrompue de manière prospective si le dérivé de couverture arrive à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, si la couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture de la juste valeur ou si la désignation en tant que couverture est révoquée. Tout ajustement effectué selon la méthode des intérêts effectifs dont un élément couvert fait l'objet jusqu'au moment de l'interruption est amorti dans le compte de résultat dans le cadre du recalcul du taux d'intérêt effectif de l'élément couvert sur sa durée de vie restante ou comptabilisé directement lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

Couverture à la juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille (macro-couverture) : dans le cadre de la macro-couverture prévue par la version 'carve-out' approuvée par l'UE, un groupe de dérivés (ou une partie d'entre eux) peuvent être considérés ensemble et désignés conjointement comme un instrument de couverture, ce qui supprime certaines limitations de la comptabilité de couverture de la juste valeur relatives à la couverture des dépôts de base et aux stratégies de sous-couverture. Dans le cadre de la version 'carve-out' approuvée par l'UE, la comptabilité de couverture peut être appliquée aux dépôts de base et ne sera pas d'application uniquement si l'estimation révisée du montant des flux de trésorerie au titre de périodes déterminées est inférieure au montant désigné au titre de ces périodes. KBC couvre le risque de taux d'intérêt des portefeuilles d'actifs financiers et des portefeuilles de passifs financiers. Les swaps de taux d'intérêt sont évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées dans le compte de résultat. Les revenus d'intérêts courus au titre des swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés dans les Revenus nets d'intérêts. Le montant couvert des actifs et passifs financiers est également évalué à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le compte de résultat. En ce qui concerne les positions couvertes évaluées au coût amorti, la juste valeur du montant couvert est présentée au bilan sous une rubrique distincte à l'actif ou au passif du bilan. Si une couverture est inefficace, la variation cumulée de la juste valeur du montant couvert présentée au bilan sous une rubrique distincte sera amortie dans le compte de résultat sur la durée de vie restante des actifs couverts ou sera immédiatement sortie du bilan si l'inefficacité est due à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers correspondants.

Couverture d'investissements nets dans des entités étrangères : lorsqu'un instrument dérivé ou un instrument financier non dérivé est désigné comme étant l'instrument de couverture dans une opération destinée à couvrir un investissement net dans une entité étrangère dont la monnaie de fonctionnement est différente de celle de sa société holding directe, la part efficace des variations de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans la réserve de couverture (investissements dans des entités étrangères) dans les autres éléments du résultat global. Toute part inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé dans le compte de résultat en tant qu'ajustement de reclassement lors de la cession de l'entité étrangère (y compris la distribution d'un dividende ou une diminution de capital).

Leasing

Tous les contrats de location doivent être classés en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple. La classification selon IFRS 16 est fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété des actifs loués incombent au bailleur ou au preneur. Un contrat de location-financement a pour effet de transférer la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif.

Si cette classification est cruciale pour les positions en tant que bailleur, elle est moins importante pour les positions en tant que preneur, car les deux classifications donnent lieu à un traitement (comptabilisation et évaluation) similaire, au niveau tant du bilan que du compte de résultat.

Capitaux propres

Les capitaux propres représentent l'intérêt résiduel dans l'actif total de KBC après déduction de tous ses passifs (appelé 'actif net') et comprennent toutes les actions émises par KBC, les réserves attribuables aux détenteurs d'actions et les participations minoritaires.

KBC classe tous les instruments financiers émis en tant que capitaux propres ou passifs financiers selon la substance des accords contractuels. Le principal critère différenciant un passif financier d'une action est le fait que KBC dispose d'un droit inconditionnel d'éviter la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier pour s'acquitter d'une obligation contractuelle. Les participations minoritaires représentent la part des capitaux propres d'une filiale qui n'est pas attribuable aux détenteurs d'actions KBC. Lorsque la part des capitaux propres détenue par les participations minoritaires change, KBC ajuste la valeur comptable des participations majoritaires et minoritaires de manière à refléter les changements des participations relatives dans les sociétés consolidées. KBC comptabilise dans les capitaux propres toute différence entre le montant à hauteur duquel les participations minoritaires sont ajustées et la juste valeur de la contrepartie payée ou reçue et l'impute à sa participation majoritaire.

KBC peut procéder au rachat d'actions propres dans le cadre légal. Ces actions (ordinaires) rachetées sont comptabilisées une première fois au bilan à la date de la transaction sous la rubrique Instruments de capitaux propres. Le prix d'acquisition (coûts de transaction compris) est déduit des capitaux propres. Les revenus de dividende relatif aux instruments de capitaux propres sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Avantages du personnel**Avantages à court terme**

Les avantages sociaux à court terme, tels que les salaires, les congés payés, les primes liées à la performance et les frais de sécurité sociale, sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les employés ont fourni les services correspondants. Les frais y relatifs sont repris dans les charges d'exploitation sous la rubrique frais de personnel dans le compte de résultat.

Avantages postérieurs à l'emploi

KBC propose à ses employés des régimes de retraite sous la forme de régimes à cotisations définies ou à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, l'obligation juridique ou implicite de KBC se limite au montant des cotisations qu'elle convient de verser au fonds. Le montant des avantages postérieurs à l'emploi devant être versés aux employés correspond au montant des cotisations payées par KBC et l'employé lui-même au titre du régime d'avantages postérieurs à l'emploi, majoré du rendement d'investissement généré par ces cotisations. Le risque actuariel est supporté par l'employé.

À l'inverse, dans le cadre des régimes à prestations définies, KBC a l'obligation de fournir les prestations convenues aux employés actuels et aux anciens employés, et le risque actuariel de même que le risque d'investissement sont à la charge du groupe. Dès lors, si le contexte actuariel ou d'investissement évolue moins favorablement que prévu, l'obligation de KBC peut augmenter.

En Belgique, les régimes à cotisations définies sont assortis d'un rendement minimum garanti par la loi et le rendement réel peut être inférieur à ce rendement requis par la loi. En outre, ces régimes ont des caractéristiques de régime à prestations définies et KBC les traite comme tel.

Les passifs liés aux régimes à prestations définies et au régime à cotisations définies belge (ou passifs de retraite) sont repris dans les Autres passifs. Ils ont trait aux obligations au titre des rentes de retraite et de survie, des prestations de préretraite et des régimes et rentes similaires.

Les obligations découlant des régimes de retraite à prestations définies sont calculées à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, chaque période de service ouvrant des droits supplémentaires aux prestations de retraite.

Des évaluations actuarielles sont effectuées lors de chaque période de reporting. Les passifs liés aux régimes à prestations définies sont actualisés sur la base de taux correspondant à ceux d'obligations d'entreprises de qualité libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et assorties d'une échéance similaire à celle des passifs de retraite concernés.

Les variations des passifs/actifs nets liés aux régimes de retraite à prestations définies, à l'exception des variations de trésorerie, sont classées dans trois catégories principales et comptabilisées dans les charges d'exploitation (frais de service), les charges d'intérêts (frais d'intérêts nets) et les autres éléments du résultat global (réévaluations).

Revenus nets de commissions

La plupart des revenus nets de commissions entrent dans le champ d'application d'IFRS 15 (Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients), car ils couvrent les services fournis par KBC à ses clients et sont en dehors du champ d'application des autres normes IFRS. Pour la comptabilisation des revenus, KBC identifie le contrat et définit les promesses (obligations de performance) dans la transaction. Les revenus sont comptabilisés uniquement lorsque KBC a satisfait à l'obligation de performance.

Les revenus présentés sous la rubrique Securities and asset management relèvent du champ d'application de la norme IFRS 15 et impliquent en principe que KBC conserve des actifs dans une fiducie pour le bénéficiaire ('fonds') et se charge d'investir les montants reçus des clients à leur profit. Ces transactions sont simples, car KBC fournit une série de services distincts que les clients utilisent en même temps qu'ils bénéficient des prestations. En contrepartie, KBC perçoit une commission de gestion mensuelle ou trimestrielle, calculée comme un pourcentage fixe de la valeur nette d'inventaire, ou une commission de souscription retenue sur le bénéficiaire. Les commissions n'incluent aucune composante variable. Les revenus déclarés comme 'Marge sur les contrats d'investissement d'assurance vie sans participation bénéficiaire discrétionnaire' représentent le montant réalisé sur les contrats d'investissement sans participation bénéficiaire discrétionnaire. Ce qui veut dire qu'un pourcentage ou un montant fixe est retenu sur les paiements des clients, de sorte que la société d'assurance puisse couvrir ses dépenses.

Les services de paiement, pour lesquels KBC facture à ses clients certaines opérations de compte courant, des paiements nationaux ou étrangers, des services de paiement fournis par l'intermédiaire de distributeurs automatiques, etc. sont généralement réglés au moment où l'opération est effectuée, ce qui permet de comptabiliser directement la commission correspondante à ce moment-là.

Droits et taxes

Les pouvoirs publics peuvent soumettre KBC à différents droits et taxes. Le montant des prélèvements peut dépendre du montant des revenus (principalement des revenus d'intérêts) générés par KBC, du montant des dépôts acceptés des clients et du volume total du bilan, y compris les ajustements basés sur certains ratios spécifiques. Conformément à IFRIC 21, les droits et taxes sont comptabilisés lorsque l'événement générateur d'obligation donnant lieu à la comptabilisation du passif survient, comme stipulé dans la législation applicable. En fonction de l'événement générateur d'obligation, les droits et taxes peuvent être comptabilisés à un moment donné ou au fil du temps. La plupart des droits et taxes auxquels KBC est soumise doivent être comptabilisés à un moment donné, qui correspond généralement au début de l'exercice. KBC comptabilise les droits et taxes sous charges d'exploitation.

Impôt sur le revenu

L'impôt sur le revenu se compose de trois éléments : l'impôt payé/dû au titre de la période de reporting, le sous-provisionnement/surprovisionnement des exercices antérieurs et les variations des actifs/passifs d'impôt différé. L'impôt sur le revenu est comptabilisé soit dans le compte de résultat, soit dans les autres éléments du résultat global, en fonction du mode de comptabilisation des éléments générateurs de l'impôt. Les impôts sur le revenu initialement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et qui se rapportent à des gains/pertes comptabilisés ultérieurement dans le compte de résultat sont recyclés dans le compte de résultat au cours de la même période que celle où ces gains/pertes sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les actifs et passifs d'impôt différé et courant sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire d'opérer une compensation et qu'il est prévu de procéder à un règlement sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Actifs/passifs d'impôt courant

L'impôt courant au titre de la période correspond au montant devant être payé à l'administration fiscale ou à recouvrer auprès d'elle, calculé sur la base des taux d'imposition en vigueur au cours de la période de reporting.

Actifs/passifs d'impôt différé

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés à concurrence des différences temporelles imposables entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale. Ils sont évalués en utilisant les taux d'imposition qui sont pratiquement adoptés à la date de reporting et dont on s'attend à ce qu'ils soient en vigueur lors de la réalisation des actifs ou du règlement des passifs auxquels ils se rapportent et qui reflètent les conséquences fiscales découlant de la manière dont l'entité s'attend à recouvrer ou à régler la valeur comptable de l'actif ou du passif sous-jacent à la date de clôture du bilan. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés à concurrence des différences temporelles déductibles entre la valeur comptable d'actifs ou de passifs et leur base fiscale ainsi que des reports de pertes fiscales et de crédits d'impôt inutilisés,

dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel les différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. KBC calcule les actifs d'impôts différés en vue de reporter les pertes fiscales non utilisées. Pour estimer la période pendant laquelle les pertes fiscales peuvent être imputées sur les bénéfices imposables futurs, KBC utilise des projections sur une période de huit à dix ans.

Les actifs/passifs d'impôts différés liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés directement dans le goodwill. Les actifs/passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles (en ce compris les frais d'acquisition directement imputables) sont comptabilisées initialement à leur coût. Pour les périodes de reporting suivantes, KBC valorise les immobilisations corporelles au coût initial minoré du cumul des amortissements et des réductions de valeur. Les taux de dépréciation sont déterminés en fonction de la durée de vie économique estimée des actifs et sont appliqués conformément à la méthode de l'amortissement linéaire à partir du moment où les actifs sont disponibles pour être utilisés. Les immobilisations corporelles sont décomptabilisées après leur cession ou lorsque l'utilisation de l'actif concerné cesse de façon permanente et qu'aucun avantage économique futur n'est attendu de sa cession. Les gains ou pertes constatés lors de la décomptabilisation sont comptabilisés dans le compte de résultat au titre de la période au cours de laquelle la décomptabilisation survient.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de réduction de valeur lorsqu'il existe un signe que l'actif a pu perdre de sa valeur.

Les charges d'amortissement, les réductions de valeur et les plus/moins-values de cession sont comptabilisés en Charges d'exploitation dans le compte de résultat, sauf en ce qui concerne les actifs loués dans le cadre de contrats de location simple (KBC agissant en tant que bailleur), dont les coûts sont comptabilisés sous la rubrique Autres revenus nets. Lorsqu'une cession peut être assimilée à une activité abandonnée, les résultats nets sont repris sous une seule et même rubrique dans le compte de résultat (voir la section 'Activités abandonnées' ci-dessous).

Immeubles de placement

Un immeuble de placement est un bien immobilier construit, acheté ou acquis par KBC dans le cadre d'un contrat de location-financement, qui est détenu dans le but de percevoir des loyers ou de réaliser une plus-value plutôt que d'être utilisé par KBC pour fournir des services ou à des fins administratives.

Les investissements immobiliers (y compris les coûts directement imputables) sont comptabilisés initialement à leur coût. KBC valorise les investissements immobiliers durant les périodes de reporting suivantes au coût initial minoré du cumul des amortissements et des réductions de valeur.

La charge d'amortissement est comptabilisée au poste 'Autres revenus nets' du compte de résultat.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent le goodwill, les logiciels développés en interne, les logiciels développés par des tiers ainsi que d'autres actifs incorporels. Les immobilisations incorporelles peuvent être (i) acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (voir la section Regroupements d'entreprises et goodwill ci-après), (ii) acquises séparément ou (iii) générées en interne.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément (principalement les logiciels développés par des tiers) sont comptabilisées initialement à leur coût. Les immobilisations incorporelles générées en interne (principalement les logiciels développés en interne) ne sont comptabilisées que si elles résultent d'un processus de développement et que KBC peut démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement des immobilisations incorporelles ;
- l'intention d'achever les immobilisations incorporelles et de les utiliser ou de les vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre les immobilisations incorporelles ;
- la façon dont les immobilisations incorporelles généreront des avantages économiques futurs ;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres adéquates pour achever le développement et utiliser ou vendre les immobilisations incorporelles ;
- la possibilité d'évaluer de manière fiable les dépenses attribuables aux immobilisations incorporelles au cours de leur développement.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées initialement sur la base des coûts de développement directement imputables à l'élaboration et au test des logiciels uniques contrôlés par KBC.

Les coûts directement imputables capitalisés au titre des logiciels développés en interne incluent les coûts liés aux employés participant au développement et les frais généraux directement imputables.

Les frais de recherche, les autres frais de développement, les coûts liés à la maintenance des logiciels et aux projets d'investissement (projets de grande envergure visant à mettre en œuvre ou à remplacer un objectif ou un modèle commercial important) qui ne satisfont pas aux critères de comptabilisation sont comptabilisés en charges au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées par la suite à leur coût diminué des amortissements et réductions de valeur cumulés. L'amortissement commence lorsque l'actif est prêt à être utilisé comme prévu par la direction. Les logiciels sont amortis comme suit :

- Les logiciels système (logiciels achetés à l'origine et faisant partie intégrante des équipements) sont amortis au même rythme que les équipements.
- Les logiciels standard et les logiciels sur mesure développés par des tiers ou en interne sont amortis sur une durée de cinq ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir du moment où ils sont utilisables.
- Les systèmes de base (qui comprennent généralement les outils de traitement des comptes de dépôts et des prêts et crédits, les interfaces au grand livre et les outils de reporting) sont amortis sur une durée de huit ans minimum selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Réductions de valeur des actifs non financiers

Lors de la préparation des états financiers, KBC s'assure que la valeur comptable des actifs non financiers n'excède pas la valeur qui pourrait être retirée de leur utilisation ou de leur vente ('valeur recouvrable'). Les immobilisations corporelles, les immeubles de placement et les logiciels ne sont soumis à un test de dépréciation que s'il existe une indication objective de réduction de valeur. Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie économique indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et sont par ailleurs contrôlés via les indicateurs de dépréciation tous les trimestres.

Des indications de la nécessité de constater une réduction de valeur peuvent découler d'une source interne (p. ex. état de l'actif) ou d'une source externe (p. ex. nouvelle technologie ou baisse importante de la valeur de marché de l'actif).

Lorsqu'il existe un indicateur de dépréciation, KBC contrôle la valeur recouvrable de l'actif concerné, lequel est déprécié si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable à la date de reporting. La valeur recouvrable correspond à la valeur d'usage d'un actif ou, si elle est plus élevée, à sa juste valeur diminuée de son coût de vente.

La valeur d'usage correspond aux flux de trésorerie futurs actualisés qu'un actif ou une unité génératrice de trésorerie est supposé(e) générer.

Les réductions de valeur s'opèrent au niveau des actifs individuels, mais lorsqu'un actif individuel ne génère pas de rentrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est déterminée au niveau de 'l'unité génératrice de trésorerie' (UGT) à laquelle l'actif ou le groupe d'actifs appartient. Une UGT s'entend du plus petit groupe d'actifs identifiable générant des rentrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. KBC constitue les UGT selon son propre jugement. Ce processus s'applique principalement au goodwill comptabilisé en lien avec des acquisitions.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat au titre de la période au cours de laquelle elles surviennent. Une perte de valeur peut être reprise si la situation dont elle découle n'existe plus, sauf en ce qui concerne le goodwill, pour lequel les pertes de valeur ne peuvent en aucun cas être reprises. Les gains sur réductions de valeur sont comptabilisés dans le compte de résultat au titre de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Des provisions sont comptabilisées à la date de reporting si et seulement si les critères suivants sont remplis :

- Il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision représente la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date du bilan. Lorsque le facteur temps est important, le montant comptabilisé en provision correspond à la valeur actuelle nette de la meilleure estimation.

Par sa nature, une provision implique que la direction émette des jugements quant au montant et au calendrier des futures sorties économiques probables.

États financiers consolidés / États financiers intermédiaires

Toutes les entités importantes (y compris les entités structurées) sur lesquelles KBC exerce un contrôle direct ou indirect, tel que défini dans IFRS 10, sont consolidées selon la méthode de la consolidation globale. Les modifications des pourcentages de participation (ne conduisant pas à une perte de contrôle) sont comptabilisées en tant que transactions de capitaux propres. Elles n'ont aucune influence sur le goodwill ou le résultat net.

Les filiales qui ne sont pas incluses dans les états financiers consolidés du fait de leur intérêt non essentiel sont classées en tant qu'instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, toutes les variations de juste valeur étant reprises dans les autres éléments du résultat global, à l'exception des revenus de dividendes, qui sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les sociétés importantes sur lesquelles un contrôle conjoint est exercé directement ou indirectement et les investissements importants dans des entreprises associées (entreprises sur lesquelles KBC exerce une influence significative) sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Seuil de consolidation : les filiales sont effectivement incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la consolidation globale si au moins deux des critères d'importance suivants sont dépassés :

- la part du groupe dans les fonds propres est de 2 500 000 euros ;
- la part du groupe dans le résultat est de 1 000 000 euros (valeur absolue) ;
- la part du groupe dans le total du bilan est de 100 000 000 euros.

Afin d'éviter qu'un trop grand nombre d'entités soient exclues, KBC s'assure que le total du bilan combiné des entités exclues de la consolidation ne représente pas plus de 1 % du total du bilan consolidé.

Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont traités selon la méthode d'acquisition, en vertu de laquelle le coût d'une acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée (évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition) et du montant de tous intérêts minoritaires dans l'entité acquise. Aux fins de l'évaluation des participations minoritaires, KBC peut décider pour chaque regroupement d'entreprises séparément d'évaluer les participations minoritaires à leur juste valeur ou selon leur quote-part des actifs nets identifiables de l'entité acquise. La manière dont les participations minoritaires sont évaluées à la date d'acquisition aura un impact sur la comptabilisation de l'acquisition en raison de la détermination du goodwill.

Le goodwill correspond à l'excédent du coût d'acquisition par rapport à l'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs acquis, des passifs et des passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition. Aux fins de la comptabilisation des acquisitions et pour déterminer le goodwill, KBC tient compte d'une période d'évaluation de 12 mois. La classification des actifs financiers acquis et des passifs financiers repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises dépend des faits et circonstances existant à la date d'acquisition (sauf en ce qui concerne les contrats de location et d'assurance, qui sont classés en fonction des conditions contractuelles et d'autres facteurs pertinents au moment de la conclusion des contrats). Le goodwill est repris sous la rubrique Goodwill et autres immobilisations incorporelles et comptabilisé à son coût diminué des réductions de valeur. Le goodwill n'est pas amorti, mais fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an ou dès lors qu'il existe des indications objectives (externes ou internes) en ce sens. Si la comptabilisation des acquisitions n'est pas terminée du fait du non achèvement de la période d'évaluation de 12 mois, le goodwill n'est pas considéré comme définitif et n'est soumis à un test que s'il existe une indication objective d'une réduction de valeur du goodwill provisoire. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de KBC appelées à bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entité acquise soient imputés à ces unités. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill appartient est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur au titre du goodwill ne peuvent pas être reprises.

Effets des variations de change

La monnaie fonctionnelle et de présentation de KBC est l'euro. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux au comptant en vigueur à la date du bilan. Les écarts d'évaluation négatifs et positifs sont comptabilisés dans le compte de résultat, à l'exception de ceux qui se rapportent au financement d'actions et d'investissements de sociétés consolidées en devises étrangères. Les éléments non monétaires, évalués à leur coût historique, sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les éléments non monétaires, évalués à la juste valeur, sont convertis au taux au comptant en vigueur à la date de détermination de la juste valeur. Les écarts de conversion sont comptabilisés conjointement avec les variations de juste valeur. Les revenus et dépenses en devises étrangères sont repris dans le compte de résultat au taux de change en vigueur à la date de leur comptabilisation.

Les écarts d'évaluation sont comptabilisés soit dans le compte de résultat, soit dans les autres éléments du résultat global. Les écarts d'évaluation initialement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et qui se rapportent à des gains/pertes comptabilisés ultérieurement dans le compte de résultat sont recyclés dans le compte de résultat au cours de la même période que celle où ces gains/pertes sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les bilans des filiales étrangères sont convertis dans la monnaie de présentation au taux au comptant en vigueur à la date de reporting (à l'exception des capitaux propres, qui sont convertis au taux historique). Le compte de résultat est converti au taux moyen de l'exercice, lequel constitue la meilleure estimation du taux de change à la date de la transaction.

Transactions avec des parties liées

Une partie liée à KBC est soit une partie sur laquelle KBC exerce un contrôle ou une influence significative, soit une partie qui exerce un contrôle ou une influence significative sur KBC. KBC définit ses parties liées comme suit :

- filiales de KBC et entités du groupe KBC (principalement KBC Assurances SA et KBC Groupe SA) ; entreprises associées et coentreprises de KBC ; KBC Ancora, Cera et MRBB ;
- membres de la direction générale de KBC (conseil d'administration et comité de direction de KBC Bank SA).

Les transactions avec les parties liées doivent être effectuées dans des conditions de pleine concurrence.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés, passifs liés à des groupes destinés à être cédés et activités abandonnées

Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés, passifs liés à des groupes destinés à être cédés

Les actifs ou groupes d'actifs et de passifs non courants détenus en vue de la vente sont ceux dont la valeur comptable sera recouvrée par KBC par le biais d'une transaction de vente, qui devrait être qualifiée de vente dans un délai d'un an, plutôt que par une utilisation continue. Les actifs non courants et les passifs détenus en vue de la vente sont comptabilisés séparément des autres actifs et passifs dans le bilan à la fin de la période de reporting.

Activités abandonnées

Une activité abandonnée désigne une composante de KBC qui a été cédée ou qui est classée comme étant détenue en vue de la vente et qui :

- représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte ; ou
- fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Les résultats des activités abandonnées sont comptabilisés séparément dans le compte de résultat et dans les autres éléments du résultat global et comprennent :

- le bénéfice ou la perte après impôts des activités abandonnées ; et
- le bénéfice ou la perte après impôts comptabilisé(e) résultant de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente ou de la cession des actifs ou du groupe d'actifs concernés.

Événements postérieurs à la période de reporting

Les événements postérieurs à la date de reporting sont des événements favorables ou défavorables survenant entre la date de reporting et la date à laquelle la publication des états financiers est autorisée. On distingue deux types d'événements postérieurs à la période de reporting :

- ceux qui attestent de situations qui existaient à la date de reporting (événements donnant lieu à des ajustements) ;
- ceux qui traduisent des situations survenues après la date de reporting (événements ne donnant pas lieu à des ajustements).

L'impact des événements donnant lieu à des ajustements a déjà été reflété dans la situation et la performance financières de l'exercice en cours. L'impact et les conséquences des événements ne donnant pas lieu à des ajustements sont décrits dans les notes aux états financiers.

Principaux cours de change utilisés*

	Taux de change au 31/12/2024		Moyenne de taux de change en 2024	
	1 EUR = devise	Variation par rapport au/à 31/12/2023 Positive : appréciation face à l'EUR Négative : dépréciation face à l'EUR	1 EUR = devise	Variation par rapport au/à la moyenne de 2023 Positive : appréciation face à l'EUR Négative : dépréciation face à l'EUR
CZK	25,185	-2 %	25,137	-5 %
HUF	411,35	-7 %	395,88	-4 %

* Chiffres arrondis.

Annexe 1.3. – Estimations importantes et jugements significatifs

Lors de l'établissement des comptes annuels consolidés et de l'application des méthodes comptables de KBC, la direction doit porter des jugements et faire des estimations ou suppositions qui ont un impact sur les montants de l'actif, du passif, des produits et des coûts rapportés. Une certaine dose d'incertitude est inhérente à la majorité des montants rapportés. Les estimations se fondent sur l'expérience et les suppositions dont la direction de KBC estime qu'elles sont raisonnables à l'instant où le rapport annuel est préparé.

L'ajustement des estimations comptables est acté au cours de la période où celles-ci sont revues et pour chaque période consécutive qui en est affectée.

Annexe 1.4. – Informations liées au climat

Le développement durable et le soutien à la transition vers une société plus durable et plus résiliente - y compris l'attention portée au climat - sont des composantes essentielles de notre stratégie d'entreprise et de nos activités au quotidien. Nous avons mis en place une approche du développement durable solide afin de garantir l'intégration de cette stratégie en matière de durabilité dans l'ensemble de notre groupe. Cela implique une responsabilité au plus haut niveau et couvre tous les thèmes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Dans la mesure où le développement durable est fortement ancré dans nos activités quotidiennes, il n'est pas pertinent d'isoler l'impact financier des investissements liés à la durabilité. Nous tenons à souligner que :

- KBC intègre les opportunités liées à la durabilité et les coûts qui y sont associés dans le cadre de son budget global annuel ;
- en tant qu'organisme financier, KBC est soumis à une réglementation stricte en matière de durabilité et nous mettons en œuvre les ressources nécessaires pour satisfaire à ces exigences réglementaires ;
- KBC a en outre pris un certain nombre d'engagements volontaires pour lesquels des mesures appropriées sont adoptées et des ressources déployées ;
- KBC suit une politique environnementale stricte avec son portefeuille de crédits, d'investissements et d'assurances. Nous avons par ailleurs défini des objectifs climatiques ambitieux pour les secteurs et produits les plus importants de notre portefeuille de crédits, ainsi que dans notre portefeuille d'investissement. Nous travaillons main dans la main avec nos clients à la réalisation de ces objectifs. De même, nous collaborons activement avec les sociétés dans lesquelles nous investissons afin de réduire les répercussions sur le climat ;
- En ce qui concerne sa propre empreinte directe, KBC prend les mesures nécessaires, en particulier sur le plan des installations (bâtiments) et de la mobilité, afin d'atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En outre, nous arrivons à être climatiquement neutres grâce à la compensation de nos propres émissions résiduelles.

Au moment de rédiger le reporting financier, il a été tenu compte de l'incidence financière des risques liés au climat, dans le cadre des normes IFRS. Il s'agit principalement de risques indirects auxquels KBC est exposée notamment par le biais de ses portefeuilles de crédits, d'investissements et d'assurances. Les risques forment une source d'incertitude significative à la rédaction du reporting financier à moyen et long terme. Cela s'explique d'une part par le fait que les conséquences du changement climatique sur nos portefeuilles actuels sont difficiles à estimer, et d'autre part par le fait que l'on ne sait pas dans quelle mesure les actions et les plans d'atténuation de notre impact climatique (principalement indirect) dans les portefeuilles futurs auront des implications financières. En ce qui concerne les objectifs fixés par KBC, on peut s'attendre à ce qu'ils puissent influencer la situation et les performances financières de KBC. En ce qui concerne les objectifs en matière d'octroi de crédits (octroi de crédits pour les énergies renouvelables et réduction de l'intensité en gaz à effet de

serre des prêts), en particulier, cela peut, dans un premier temps, avoir un effet négatif sur les revenus d'intérêts réalisés sur les crédits, possiblement via un impact sur les marges (mais avec des crédits qui satisfont toujours au test SPPI) et/ou la production, ce qui, par la suite, pourrait être compensé par des pertes de crédit plus limitées étant donné la plus grande robustesse du portefeuille vis-à-vis des risques liés au climat. Dans l'assurance également, les risques liés au climat représentent une incertitude significative à moyen et long terme pour l'estimation de l'évolution des réserves à détenir, principalement dans les assurances dommages.

VII. – Annexes relatives à l'information par segment

Annexe 2.1. – Segmentation selon la structure de direction

Conformément à l'IFRS 8, KBC a identifié le Comité de Direction et le Conseil d'administration du groupe comme chief operating decision makers, responsables de l'attribution des ressources et de l'évaluation des performances des différentes composantes de l'entreprise. Les segments opérationnels sont basés sur les rapports financiers internes remis à ces organes de gestion et sur l'emplacement des activités de l'entreprise, ce qui débouche sur une segmentation géographique.

Les trois segments opérationnels sont (de manière simplifiée) :

- division Belgique (toutes les activités en Belgique),
- division République tchèque (toutes les activités en République tchèque),
- division Marchés internationaux (activités en Hongrie, en Slovaquie et en Bulgarie), rapportés ensemble conformément à la norme IFRS 8.16.

Il existe en outre, à des fins de reporting, un Centre de groupe (résultats du holding, éléments non attribués aux autres divisions, résultats des sociétés/activités à céder).

Rapport par segment

- Les organes de gestion analysent les performances des segments selon une série de critères, le Résultat après impôts étant le principal indicateur de résultat. Les données relatives aux segments sont entièrement basées sur l'IFRS, sans adaptations.
- Une société du groupe est en principe entièrement attribuée au même segment/à la même division. Des exceptions ne sont consenties que pour les charges qui ne sont pas attribuables de manière univoque à un segment déterminé, telles que les frais d'arrérages des prêts subordonnés (mentionnés sous Centre de groupe).
- Les coûts de financement des participations sont attribués au Centre de groupe.
- Les transactions entre segments sont présentées at arm's length.
- Dans l'information par segment, les revenus nets d'intérêts sont mentionnés sans répartition en revenus d'intérêts et charges d'intérêts, ce qui est autorisé par les normes IFRS. La majorité des produits des segments consiste en effet en intérêts et le management se base surtout sur les revenus nets d'intérêts pour l'évaluation et la gestion des divisions.
- Aucune information n'est fournie à propos des produits de la vente aux clients externes, par groupe de produits ou services, étant donné que les informations au niveau consolidé sont établies surtout par division, et non par groupe de clients ou de produits.
- Suite à la finalisation de la vente des portefeuilles de dépôts et de crédits irlandais en février 2023, les résultats pour l'Irlande sont devenus non significatifs et l'Irlande n'est plus présentée sous forme de colonne distincte (en tant que partie du Centre de groupe) à partir de 2024.

Annexe 2.2. – Résultats par segment

(En millions d'euros.)	Division Belgique	Division République tchèque	Division Marchés internationaux	Dont :			Centre de groupe	Total
				Hongrie	Slovaquie	Bulgarie		
2024								
Revenus nets d'intérêts	2 918	1 249	1 264	558	271	436	- 289	5 142
Revenus de dividendes	19	1	1	0	0	1	0	21
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats	- 129	100	62	55	6	1	47	80
Revenus nets de commissions	1 645	398	567	318	95	154	- 2	2 608
Autres revenus nets	110	1	- 7	- 24	9	9	- 14	89
Total des produits	4 563	1 749	1 886	906	380	600	- 258	7 940
Charges d'exploitation	-2 417	- 889	-1 054	- 507	- 272	- 275	- 184	-4 544
Total des charges d'exploitation, hors taxes bancaires	-2 146	- 849	- 771	- 279	- 238	- 254	- 185	-3 951
Total des taxes bancaires	- 270	- 40	- 283	- 228	- 34	- 21	1	- 592
Réductions de valeur	- 255	31	- 5	- 5	18	- 18	- 12	- 241
Dont sur actifs financiers (AC et FVOCI)	- 249	34	25	23	18	- 16	- 12	- 202
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises	80	0	0	0	0	0	0	80
Résultat avant impôts	1 971	891	827	394	126	308	- 454	3 236
Impôts	- 529	- 139	- 129	- 59	- 25	- 44	429	- 367
Résultat net après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat après impôts	1 443	752	699	334	101	263	- 25	2 869
Attribuable à des participations minoritaires	- 1	0	0	0	0	0	0	- 1
Attribuable aux actionnaires de la société mère	1 443	752	699	334	101	263	- 25	2 869
Dont éléments sans effet de trésorerie	- 48	- 111	- 110	- 59	- 23	- 28	0	- 268
Amortissements sur actifs immobilisés	- 46	- 113	- 110	- 59	- 23	- 28	0	- 269
Autres	- 1	2	0	0	0	0	0	1
Acquisition d'immobilisations*	806	296	212	122	53	37	0	1 313
2023								
Revenus nets d'intérêts	2 897	1 213	1 155	515	249	390	- 222	5 043
Revenus de dividendes	16	0	1	0	0	1	0	18
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats	- 22	91	64	58	2	5	85	219
Revenus nets de commissions	1 506	373	512	274	90	147	- 4	2 387
Autres revenus nets	157	5	13	- 3	11	5	404	578
Total des produits	4 555	1 682	1 745	845	353	548	264	8 246
Charges d'exploitation	-2 476	- 901	- 977	- 477	- 234	- 267	- 268	-4 624
Total des charges d'exploitation, hors taxes bancaires	-2 130	- 841	- 730	- 253	- 230	- 247	- 264	-3 966
Total des taxes bancaires	- 346	- 60	- 247	- 224	- 4	- 20	- 4	- 657
Réductions de valeur	- 88	- 57	- 32	- 37	7	- 3	- 3	- 180
Dont sur actifs financiers (AC et FVOCI)	- 80	70	19	11	8	0	8	18
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises	- 3	- 1	0	0	0	0	0	- 4
Résultat avant impôts	1 988	723	736	331	126	279	- 7	3 439
Attribuable à des participations minoritaires	- 518	- 78	- 105	- 49	- 28	- 28	93	- 608
Attribuable aux actionnaires de la société mère	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont éléments sans effet de trésorerie	1 470	645	631	282	98	250	86	2 831
Attribuable à des participations minoritaires	- 1	0	0	0	0	0	0	- 1
Attribuable aux actionnaires de la société mère	1 471	645	631	282	98	250	86	2 832
Dont éléments sans effet de trésorerie	- 58	- 117	- 93	- 40	- 23	- 30	- 7	- 275
Amortissements sur actifs immobilisés	- 54	- 116	- 93	- 40	- 23	- 30	- 7	- 270
Autres	- 3	- 2	0	0	0	0	0	- 5
Acquisition d'immobilisations*	825	149	200	114	55	31	0	1 174

* Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés, immeubles de placement, immobilisations corporelles, participations dans des entreprises associées et goodwill et autres immobilisations incorporelles.

Quelle est la contribution des divisions au résultat du groupe ?**Division Belgique**

Bénéfice net 1 443 millions d'euros (-2 %)	Revenus nets d'intérêts 2 918 millions d'euros (+1 %)	Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance) 47 % (47 %)
	Revenus nets de commissions 1 645 millions d'euros (+9 %)	Ratio de pertes sur crédits 0,19 % (0,06 %)
	Charges d'exploitation 2 417 millions d'euros (-2 %)	Ratio de crédits impaired 2,0 % (2,0 %)
	Réductions de valeur sur crédits Hausse de 249 millions d'euros (hausse de 80 millions d'euros)	

Concerne 2024. Montants entre parenthèses : (différence par rapport à) 2023.

- Croissance de 1 % des revenus nets d'intérêts. Les prêts et avances à la clientèle de la division ont progressé de 4 % et les dépôts de clients (à l'exclusion des dépôts plus volatils dans notre réseau d'agences de KBC Bank à l'étranger), de 10 %. La marge nette d'intérêts pour 2024 a atteint 1,94 % et est restée relativement stable en glissement annuel.
- Croissance de 9 % des revenus nets de commissions, grâce surtout à l'augmentation des commissions pour services de gestion d'actifs.
- Diminution de 151 millions des autres postes de revenus, principalement en raison du recul des revenus de négoce et de juste valeur.
- Baisse de 2 % des coûts, l'impact négatif de la légère augmentation des frais de personnel notamment ayant été compensé par une diminution des taxes bancaires et d'assurance.
- Augmentation nette de 169 millions d'euros des réductions de valeur sur crédits, du fait surtout de l'augmentation des réductions de valeur sur crédits individuels, que n'a que faiblement compensé une reprise légèrement plus importante de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques.
- Une plus-value unique de 80 millions d'euros concernant une participation, comptabilisée sous Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises.

Division République tchèque

Bénéfice net 752 millions d'euros (+22 %)	Revenus nets d'intérêts 1 249 millions d'euros (+8 %)	Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance) 49 % (50 %)
	Revenus nets de commissions 398 millions d'euros (+12 %)	Ratio de pertes sur crédits -0,09 % (-0,18 %)
	Charges d'exploitation 889 millions d'euros (+4 %)	Ratio de crédits impaired 1,3 % (1,4 %)
	Réductions de valeur sur crédits 34 millions d'euros de reprise (70 millions d'euros de reprise)	

Concerne 2024. Montants entre parenthèses : (différence par rapport à) 2023.

- Baisse de 5 % du cours de change moyen de la couronne tchèque face à l'euro. Les pourcentages du tableau et de l'analyse ne tiennent pas compte des effets de change.
- Hausse de 8 % des revenus nets d'intérêts. Les prêts et avances à la clientèle de la division ont progressé de 7 % et les dépôts de clients de 2 %. La marge nette d'intérêts pour 2024 a atteint 2,42 %, contre 2,30 % l'année précédente,
- Progression de 12 % des revenus nets de commissions, grâce à la croissance des rémunérations pour les services de gestion d'actifs et les services bancaires.

- Augmentation de 6 millions d'euros des autres postes de revenus. Augmentation des revenus de négoce et de juste valeur et tassement des autres revenus nets.
- Augmentation de 4 % des charges, en raison, essentiellement, de l'alourdissement des frais de personnel et des coûts informatiques, en partie compensé par une baisse des taxes bancaires.
- Baisse de 36 millions d'euros des reprises de réductions de valeur sur crédits, du fait d'une hausse des réductions de valeur sur crédits individuels et d'une reprise plus ou moins égale de la réserve résiduelle pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques.

Division Marchés internationaux

Bénéfice net 699 millions d'euros (+13 %)	Revenus nets d'intérêts 1 264 millions d'euros (+11 %)	Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance) 41 % (42 %)
Slovaquie 101 millions d'euros (+3 %)	Revenus nets de commissions 567 millions d'euros (+13 %)	Ratio de pertes sur crédits -0,08 % (-0,06 %)
Hongrie 334 millions d'euros (+23 %)	Charges d'exploitation 1 054 millions d'euros (+10 %)	Ratio de crédits impaired 1,9 % (1,8 %)
Bulgarie 263 millions d'euros (+5 %)	Réductions de valeur sur crédits 25 millions d'euros de reprise (19 millions d'euros de reprise)	

(1) Hors taxes bancaires particulières, la croissance bénéficiaire s'élève à environ 27 % en 2024.

Concerne 2024. Montants entre parenthèses : (différence par rapport à) 2023.

- Baisse de 4 % du cours de change moyen du forint hongrois face à l'euro. Les pourcentages du tableau et de l'analyse ne tiennent pas compte de ces effets de change.
- Croissance de 11 % des revenus nets d'intérêts. Les prêts et avances à la clientèle de la division ont progressé de 9 % et les dépôts de clients de 5 %. La marge nette d'intérêts pour 2024 a atteint 3,25 % et est restée relativement stable en glissement annuel.
- Progression de 13 % des revenus nets des commissions, surtout grâce à l'augmentation des rémunérations des services de gestion d'actifs et des services bancaires (en particulier les services de paiement).
- Diminution de 24 millions d'euros des autres postes de revenus (du fait du tassement des Autres revenus nets).
- Augmentation de 10 % des charges, en raison notamment de l'alourdissement des frais de personnel et des coûts informatiques et de l'augmentation des taxes bancaires et d'assurance nationales (surtout en Slovaquie).
- Hausse de 6 millions d'euros de la reprise nette de réductions de valeur sur crédits, en raison d'une augmentation nette des réductions de valeur sur crédits individuels en recul, en partie compensée par la reprise plus modeste de la réserve résiduelle pour les incertitudes géopolitiques et macroéconomiques.

Centre de groupe

Dans le cadre de nos rapports financiers, nous distinguons un Centre de groupe, en plus des trois divisions. Celui-ci englobe principalement les résultats des activités et/ou décisions prises pour les besoins du groupe spécifiquement (coûts opérationnels des activités de holding du groupe, certains coûts afférents à la gestion du capital et la trésorerie, etc.) et les résultats des activités et entreprises appelées à être désinvesties, dont, surtout KBC Bank Ireland.

Le résultat net du Centre de groupe s'élève à -25 millions d'euros en 2024, contre 86 millions d'euros en 2023. Cette différence négative de 111 millions d'euros s'explique de la manière suivante :

- une baisse du résultat net de 15 millions d'euros en Irlande. Tant en 2024 qu'en 2023, le résultat de l'Irlande a été fortement influencé par des éléments positifs non récurrents liés au processus de vente. En 2024, la procédure de liquidation a permis de réaliser des économies d'impôts de 318 millions d'euros (sous la ligne Impôts) et en 2023, la vente des crédits et dépôts restants a donné lieu à des éléments non récurrents d'une valeur de 365 millions d'euros (sous différentes lignes, principalement Autres revenus nets).
- une baisse du résultat net de 96 millions d'euros pour les autres éléments, en raison principalement de l'effet conjugué d'une baisse des revenus (du fait essentiellement du tassement des résultats de négoce et de juste valeur et des revenus nets d'intérêts), et d'une hausse des réductions de valeur sur crédits.

Annexe 2.3. – Informations par segment

Le tableau ci-dessous présente une ventilation par segment de plusieurs produits importants du bilan.

(En millions d'euros.)	Division Belgique	Division République tchèque	Division Marchés internationaux	Dont :			Centre de groupe	Total
				Hongrie	Slovaquie	Bulgarie		
31/12/2024								
Dépôts de la clientèle et titres de créance, hors mises en pension	184 162	52 773	32 956	9 654	9 384	13 919	1 631	271 524
Dépôts à vue (y compris les dépôts spéciaux et autres)	61 933	24 270	24 414	6 595	5 680	12 139	0	110 618
Dépôts à terme	27 868	8 831	6 626	2 342	2 505	1 779	0	43 325
Comptes d'épargne	55 297	17 636	1 507	684	823	0	0	74 440
Titres de créance	39 064	2 036	408	33	375	0	1 631	43 140
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	122 077	38 338	29 835	6 856	11 887	11 092	0	190 250
Prêts à terme	64 813	13 433	11 713	3 103	3 499	5 110	0	89 958
Prêts hypothécaires	45 484	20 028	11 735	1 937	6 729	3 068	0	77 246
Autres	11 781	4 877	6 388	1 816	1 659	2 913	0	23 045
31/12/2023								
Dépôts de la clientèle et titres de créance, hors mises en pension	175 690	52 755	31 810	9 648	8 856	13 305	454	260 708
Dépôts à vue (y compris les dépôts spéciaux et autres)	61 230	23 463	23 700	6 661	5 487	11 551	0	108 393
Dépôts à terme	20 484	12 067	6 408	2 275	2 388	1 746	0	38 959
Comptes d'épargne	54 074	15 220	1 516	636	872	8	0	70 810
Titres de créance	39 902	2 005	186	76	109	0	454	42 546
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	117 264	36 470	27 968	6 762	11 589	9 617	0	181 702
Prêts à terme	61 717	11 463	11 655	3 279	3 452	4 924	0	84 835
Prêts hypothécaires	44 521	19 641	10 447	1 818	6 451	2 178	0	74 609
Autres	11 025	5 366	5 867	1 665	1 686	2 515	0	22 258

VIII. – Rapport du commissaire

Conformément aux normes de l'institut des Réviseurs d'Entreprises, le Commissaire a procédé à la révision des comptes annuels de KBC Bank SA pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2023, desquels la version abrégée ci-dessus a été déduite. Dans son rapport du 28 mars 2025, le commissaire a attesté sans réserve les comptes annuels desquels la version abrégée a été déduite.

Pour une meilleure compréhension de la situation financière de la société, de ses résultats ainsi que de l'étendue de cette révision, la version abrégée des comptes annuels doit être lue en combinaison avec les comptes annuels desquels elle a été déduite, ainsi qu'avec le rapport de certification accompagnant les comptes annuels.

Ci-après figure la traduction réalisée par nos soins de l'attestation de certification des comptes annuels de KBC Bank SA tel qu'elle peut exister en version Anglaise ou Néerlandaise sur le site public www.kbc.com (investor relations), ainsi que les comptes annuels 2024 de KBC Bank SA.

Rapport du commissaire a l'assemblee generale des actionnaires DE KBC BANK NV
sur les comptes consolides pour l'exercice clos le 31 decembre 2024

Nous vous présentons notre rapport de commissaire dans le cadre de notre contrôle légal des comptes consolidés de KBC Bank SA (la " Société ") et de ses filiales (conjointement " le Groupe "). Ce rapport comprend notre rapport sur les comptes consolidés, ainsi que les autres exigences légales et réglementaires. Il fait partie d'un ensemble intégré et indivisible.

Nous avons été nommés commissaire par l'assemblée générale du 27 avril 2022, suite à la proposition formulée par le conseil d'administration et suite à la recommandation du comité d'audit et à la proposition formulée par le comité d'entreprise. Notre mandat expirera à la date de l'assemblée générale qui délibérera sur les comptes annuels de l'exercice clôturé le 31 décembre 2024. Nous avons effectué le contrôle légal des comptes consolidés du Groupe pendant neuf années consécutives.

Rapport sur les comptes consolidés

Opinion sans réserve

Nous avons effectué le contrôle légal des comptes consolidés du Groupe, comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2024, le compte de résultats consolidé, l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, comprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives, et se caractérisant par un total du bilan consolidé de 335,629 millions d'euros et un bénéfice de l'exercice (attribuable aux actionnaires de la société mère) de 2,869 millions d'euros.

A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle des capitaux propres et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Base de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre contrôle conformément aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique. En outre, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB qui sont applicables à la clôture de l'exercice et qui ne sont pas encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section « Responsabilités du commissaire relatives au contrôle des comptes consolidés » de notre rapport. Nous nous sommes acquittés de nos responsabilités déontologiques conformément aux règles d'éthique applicables au contrôle des comptes consolidés en Belgique, y compris les règles d'indépendance.

Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont celles qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans le cadre de notre audit des comptes consolidés de l'exercice en cours. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre audit des comptes consolidés dans leur ensemble et de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous ne fournissons pas d'opinion distincte sur ces questions.

Incertitude d'estimation concernant les provisions pour dépréciation des prêts et avancesDescription du point clé de l'audit

L'adéquation des provisions pour dépréciation des prêts et avances évalués au coût amorti requiert un jugement important de la part de la direction. L'évaluation des provisions pour dépréciation des prêts et avances évalués au coût amorti en vertu de l'IFRS 9 nécessite une évaluation des pertes de crédit attendues sur 12 mois ou sur la durée de vie et l'évaluation des augmentations significatives du risque de crédit ou si les prêts et avances évalués au coût amorti ont été défaillants.

Les incertitudes géopolitiques et macroéconomiques continuent d'influer sur la détermination des provisions pour pertes de crédit attendues produites par les modèles.

Les informations relatives aux provisions pour dépréciation des prêts et avances évalués au coût amorti, y compris les informations concernant l'impact des risques géopolitiques et émergents, sont incluses dans les notes 3.9 et 4.2 des comptes consolidés, en application des principes décrits dans la note 1.2 "Résumé des principes comptables essentiels". Au 31 décembre 2024, la valeur comptable avant dépréciation des prêts et avances évalués au coût amorti s'élève à 215,457 millions d'euros, la dépréciation totale correspondante à cette date s'élevant à 2,447 millions d'euros.

L'évaluation des augmentations significatives du risque de crédit, l'évaluation de la défaillance des prêts et avances au coût amorti et la mesure des pertes de crédit attendues sur 12 mois ou sur la durée de vie font partie du processus d'estimation du groupe et sont, entre autres, basées sur des scénarios macroéconomiques et des paramètres microéconomiques (tels que définis par le groupe), des modèles de risque de crédit, des déclencheurs indiquant une augmentation significative du risque de crédit et des déclencheurs de défaillance, la situation financière de la contrepartie et les flux de trésorerie futurs attendus ou la valeur de la garantie. L'utilisation de différentes techniques de modélisation, de scénarios et d'hypothèses, y compris dans la détermination des provisions pour pertes de crédit attendues liées aux incertitudes géopolitiques et macroéconomiques, pourrait conduire à des estimations différentes des provisions pour dépréciation sur les prêts et avances évalués au coût amorti.

Étant donné que les prêts et avances évalués au coût amorti représentent la majeure partie du bilan du groupe et compte tenu de l'incertitude liée à l'estimation des provisions pour dépréciation, nous considérons qu'il s'agit là d'une question clé de l'audit.

Comment notre audit a abordé la question clé de l'audit

Nos procédures d'audit ont consisté à évaluer la gouvernance globale du processus de crédit et de dépréciation du groupe, y compris les processus de modélisation des pertes attendues à 12 mois et à vie et la détermination des provisions pour pertes de crédit attendues liées aux incertitudes géopolitiques et macroéconomiques. Nous avons évalué et testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles dans le cadre du processus de création de prêts, du processus de gestion des risques et du processus d'estimation pour la détermination des provisions pour dépréciation. En ce qui concerne les provisions pour dépréciation de prêts déterminées sur une base individuelle, nous avons procédé, pour un échantillon de dossiers de crédit d'entreprises et de PME, à un examen détaillé ; nous avons remis en question les déclencheurs de défaillance et la quantification, y compris les prévisions de flux de trésorerie futurs, l'évaluation de la garantie sous-jacente et les estimations de recouvrement en cas de défaillance.

En ce qui concerne les dépréciations pour pertes de crédit attendues sur 12 mois et sur la durée de vie, nous avons vérifié l'adéquation des déclencheurs d'augmentation significative du risque de crédit, des scénarios macroéconomiques et des paramètres microéconomiques (tels que définis par le groupe) et, avec nos experts, nous avons testé les modèles sous-jacents, y compris le processus d'approbation du modèle et de validation indépendante du groupe.

Nous avons également évalué l'exhaustivité des facteurs pris en compte par la direction pour déterminer les provisions pour pertes de crédit attendues liées aux incertitudes géopolitiques et macroéconomiques, et nous avons testé l'exactitude mathématique des calculs effectués pour déterminer ces ajustements et évalué leur caractère raisonnable.

Enfin, nous avons évalué l'exhaustivité et l'exactitude des informations fournies et vérifié si elles étaient conformes aux normes comptables IFRS telles qu'elles ont été adoptées par l'Union européenne.

À notre avis, les dépréciations estimées par la direction, y compris les provisions pour pertes de crédit attendues liées aux incertitudes géopolitiques et macroéconomiques, se situent dans une fourchette raisonnable de résultats compte tenu de l'ensemble des prêts et des avances et des incertitudes qui y sont liées, comme indiqué dans les comptes consolidés.

Incertitude dans l'estimation de la dépréciation du goodwill

Description du point clé de l'audit

Comme indiqué à la note 5.5 des comptes consolidés, en application des principes décrits à la note 1.2 « Résumé des principes comptables essentiels », le Groupe a enregistré un solde de goodwill s'élevant à 1,202 million d'euros au 31 décembre 2024. Des analyses de dépréciation sont effectuées chaque année, ou chaque fois qu'un événement déclencheur se produit, afin de déterminer si la valeur recouvrable est supérieure à la valeur comptable.

Compte tenu de l'importance du jugement de la direction et de l'incertitude d'estimation liée à la détermination de la valeur recouvrable au niveau des unités génératrices de trésorerie respectives, nous considérons qu'il s'agit là d'une question clé de l'audit.

Comment notre audit a abordé la question clé de l'audit

Nous avons acquis une compréhension du cadre de contrôle interne relatif à la dépréciation du goodwill. En outre, nous avons évalué, avec nos experts, l'adéquation des modèles de flux de trésorerie actualisés développés par la direction, l'évaluation des hypothèses significatives utilisées par la direction concernant les projections de flux de trésorerie disponibles, les taux d'actualisation et les taux de croissance terminaux des unités génératrices de trésorerie respectives, ainsi que l'exhaustivité et l'exactitude des données sous-jacentes utilisées dans les modèles.

Enfin, nous avons évalué l'exhaustivité et l'exactitude des informations fournies et vérifié si elles étaient conformes aux normes comptables IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.

À notre avis, les résultats de l'évaluation de la dépréciation du goodwill effectuée par la direction se situent dans une fourchette raisonnable, compte tenu du goodwill global existant et des incertitudes qui y sont liées, comme indiqué dans les comptes consolidés.

Responsabilité du conseil d'administration dans l'établissement des comptes consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes comptables IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le conseil d'administration est responsable de l'évaluation de la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'exploitation et de l'application du principe de continuité de l'exploitation, sauf si le conseil d'administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser ses activités, ou s'il n'a pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Responsabilités du commissaire aux comptes dans le cadre de l'audit des comptes consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit comprenant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément à la norme ISA détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, elles sont raisonnablement susceptibles d'influencer les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces comptes consolidés.

Dans le cadre de notre contrôle, nous nous sommes conformés au cadre légal, réglementaire et normatif applicable au contrôle des comptes consolidés en Belgique. Un contrôle légal ne donne aucune assurance sur la viabilité future du Groupe ni sur l'efficacité ou l'efficacité de la gestion actuelle ou future des affaires par le conseil d'administration au niveau du Groupe. Nos responsabilités concernant l'utilisation de la base comptable de continuité par le conseil d'administration sont décrites ci-dessous.

Dans le cadre d'un audit conforme à la norme ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons notre scepticisme professionnel tout au long de l'audit. Nous avons également :

- Identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les comptes consolidés, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, concevoir et mettre en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques, et recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que pour une anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions intentionnelles, des déclarations inexactes ou le contournement du contrôle interne.
- Planifier et réaliser l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou unités d'exploitation au sein du groupe, en tant que base pour la formation d'une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de l'examen des travaux d'audit effectués aux fins de l'audit du groupe. Nous demeurons seuls responsables de notre opinion d'audit.
- Obtenir une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe.

- Évaluer l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par le conseil d'administration.
- Conclure sur le caractère approprié de l'utilisation par le conseil d'administration de la base comptable de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants obtenus, sur l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport de commissaire aux comptes, sur les informations correspondantes figurant dans les comptes consolidés ou, si ces informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont basées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport du commissaire aux comptes. Toutefois, des événements ou des conditions futurs peuvent amener le groupe à ne plus être en situation de continuité d'exploitation.
- Évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des comptes consolidés, y compris les informations à fournir, et déterminer si les comptes consolidés représentent les transactions et événements sous-jacents d'une manière permettant d'obtenir une image fidèle.
- Obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des activités commerciales au sein du groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous restons seuls responsables de notre opinion d'audit.

Nous communiquons avec le comité d'audit en ce qui concerne, entre autres, l'étendue et le calendrier prévus pour l'audit et les constatations d'audit importantes, y compris les déficiences significatives du contrôle interne que nous avons identifiées au cours de notre audit.

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration selon laquelle nous nous sommes conformés aux exigences éthiques pertinentes en matière d'indépendance, et nous lui communiquons toutes les relations et autres questions dont on peut raisonnablement penser qu'elles ont une incidence sur notre indépendance et, le cas échéant, sur les mesures de sauvegarde correspondantes.

Parmi les questions communiquées au comité d'audit, nous déterminons celles qui ont été les plus importantes dans le cadre de l'audit des comptes consolidés de l'exercice en cours et qui constituent donc les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, à moins que la loi ou la réglementation n'interdise de les rendre publiques.

Autres exigences légales et réglementaires

Responsabilités du conseil d'administration

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés, y compris les informations sur le développement durable, ainsi que des autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés.

Responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés et de faire rapport à ce sujet.

Cette responsabilité ne comprend pas l'exécution de la mission d'assurance sur la déclaration de durabilité consolidée incluse dans le rapport des administrateurs sur les comptes consolidés, étant donné que la société a désigné un autre auditeur agréé pour cette mission d'assurance.

Aspects liés au rapport des administrateurs sur les comptes consolidés et aux autres informations incluses dans le rapport annuel sur les comptes consolidés

Le rapport de gestion sur les comptes consolidés comprend les informations consolidées sur la durabilité qui font l'objet d'un rapport séparé du commissaire, qui contient une « conclusion sans réserve » sur le niveau d'assurance limité concernant ces informations sur la durabilité, émis par KPMG Bedrijfsrevisoren BV le 28 mars 2025. Cette section ne concerne pas l'assurance sur les informations consolidées sur le développement durable incluse dans le rapport des administrateurs sur les comptes consolidés.

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice, et a été établi conformément à l'article 3 :32 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés, à savoir les sections :

- " Ratios utilisés " ; et
- " Taxonomie de l'UE - tableaux détaillés ".

comporte des inexactitudes significatives ou des informations insuffisamment divulguées ou autrement trompeuses. À la lumière des procédures que nous avons mises en œuvre, il n'y a pas d'inexactitudes significatives que nous devons vous signaler.

Déclarations relatives à l'indépendance

- Notre cabinet d'audit agréé et notre réseau n'ont pas fourni de services incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés, et notre cabinet d'audit agréé est resté indépendant du groupe dans le cadre de notre mandat.
- Les honoraires pour les services additionnels compatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés visés à l'article 3 :65 du Code des sociétés et des associations sont correctement mentionnés et détaillés dans l'annexe aux comptes consolidés.

Autre déclaration

Ce rapport est conforme au rapport complémentaire au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Diegem, le 28 mars 2025

Le commissaire

PwC Bedrijfsrevisoren BV/PwC Reviseurs d'Entreprises SRL
représenté par

Damien Walgrave*
Bedrijfsrevisor/Réviseur d'entreprises
*Agissant au nom de Damien Walgrave BV

Jeroen Bockaert**
Bedrijfsrevisor/Réviseur d'entreprises
**Agissant au nom de Jeroen Bockaert BV

La version intégrale des comptes annuels consolidés 2024 peut être obtenu à l'adresse suivante :

KBC BANK succursale française

50, rue de la Vague
Immeuble le Wellice
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
fax +33 (0)3 20 11 61 80

Les comptes annuels sont également publiés sur le site internet de KBC :
www.kbc.com

Le commissaire a attesté sans réserve les comptes annuels consolidés de KBC Bank SA.

J. Thijs
Président du Comité de Direction

K. Debackere
Président du Conseil d'Administration